

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2395

[C — 2009/29363]

14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française, tel que modifié;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 14 mai 2009,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le préambule de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 18 et 19 :

« Vu le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, ces centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française; »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 41 et 42 :

« Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 septembre 1991 relatif à l'organisation des districts socio-pédagogiques de l'enseignement de la Communauté française; »;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 42 et 43 :

« Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 organisant certains aspects du programme d'études dans l'enseignement secondaire; »;

4° quatre alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 50 et 51 :

« Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 1997 relatif à la gestion budgétaire, financière et comptable du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 août 2000 portant création du Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2008 portant exécution des articles 5, 11, 12 et 13 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, ces centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française; »;

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 6 est remplacé par les deux paragraphes suivants :

« § 6. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique assure sa suppléance.

§ 7. En cas d'absence du secrétaire général et de l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, la suppléance du secrétaire général est assurée soit par l'administrateur général désigné par le secrétaire général, par acte écrit et préalable communiqué à chacun des Ministres du Gouvernement de la Communauté française, soit par l'administrateur général le plus ancien en grade étant entendu qu'à égalité d'ancienneté de grade, il sera tenu compte d'abord de l'ancienneté de service, ensuite de l'âge. ».

2° le dernier paragraphe devient le § 8.

Art. 3. L'article 5 du même arrêté est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

« Il faut également entendre par « statut », l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française. »

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, 1^o, l'actuel alinéa est repris sous un littera b) et est précédé d'un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« a) pour déclarer vacants les emplois du cadre des niveaux 1 jusqu'au rang 10 inclus, 2+, 2 et 3 désignés à cette fin par l'organe visé à l'article 12 du statut ou le(s) membre(s) de cet organe au(x)quel(s) celui-ci délègue tout ou partie de ce pouvoir de désignation. »

2° au § 1^{er}, le 2° est remplacé par le point suivant :

« 2° pour signer les contrats d'engagement, et avenants auxdits contrats, des membres du personnel contractuels désignés, après avis de la Direction générale du Personnel et de la Fonction publique, par le secrétaire général pour le personnel du Secrétariat général ou par chaque administrateur général, chacun pour ce qui concerne l'Administration générale qu'il dirige.

Tous les six mois, le Secrétaire général transmet au Ministre un rapport sur l'application de l'article 6, § 1^{er}, 2° du présent arrêté. Le Ministre est tenu de transmettre une copie de ce rapport à tout membre du Gouvernement qui en fait la demande. »

3° au § 1^{er}, les points 11° et 12° sont remplacés par les points suivants :

« 11° pour accorder aux agents autres que ceux appartenant à la catégorie des fonctionnaires généraux les congés suivants :

- a) congé d'accueil en vue de l'adoption d'un enfant;
- b) congé parental;
- c) congé pour raisons personnelles;
- d) congé pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi dans un service public ou dans l'enseignement subventionné;
- e) congé pour exercer une fonction de membre du personnel directeur ou enseignant ou une fonction d'auxiliaire d'éducation dans le secteur de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;
- f) congé pour présenter une candidature aux élections des assemblées européennes, des chambres législatives fédérales, des conseils régionaux et communautaires, des conseils provinciaux et des conseils communaux;
- g) congé pour motif impérieux et d'ordre familial.

12° pour autoriser un membre du personnel à reprendre l'exercice de ses fonctions à temps partiel. »

4° au § 1^{er}, le 16° est remplacé par le point suivant :

« 16° pour licencier les membres du personnel engagés par contrat en ce compris pour faute grave; »

5° le § 1^{er} est complété par les points suivants :

« 24° pour accorder et suspendre, sur proposition ou de l'avis préalable des administrateurs généraux ou des directeurs généraux concernés, le bénéfice de l'allocation forfaitaire spéciale en application de l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 février 2004 octroyant une allocation forfaitaire spéciale à certains membres du personnel du Ministère de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII;

25° pour procéder aux reconnaissances administratives en application de l'article 36 du statut. »

6° au § 2, les deux alinéas actuels sont repris sous un littera b) et sont précédés de quatre nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« a) Les déclarations de vacances et désignations visées au § 1^{er}, 1° et 2°, sont opérées dans les limites d'une enveloppe budgétaire propre au Secrétariat général et à chaque Administration générale.

Les enveloppes budgétaires visées à l'alinéa précédent sont établies par la Direction générale du personnel et de la Fonction publique en tenant compte pour le Secrétariat général et chaque administration générale du remplacement des départs définitifs et des absences temporaires non rémunérées. Toute décision légale ou exécutive restreignant ou augmentant la capacité administrative d'engagement réduit ou accroît d'autant les moyens précités.

Chaque enveloppe reprend la totalité des moyens dégagés par le personnel dont le remplacement est imposé par une norme légale ou réglementaire et 2/3 des autres moyens.

Le reliquat de 1/3 de moyens dégagés en application de l'alinéa précédent est redistribué entre les différentes enveloppes visées à l'alinéa premier par l'organe visé à l'article 12 du statut, sur proposition du Secrétaire général. »

7° au § 2, il est ajouté un littera c) et un littera d) rédigés comme suit :

« c) L'article 3 du présent arrêté, en tant qu'il fonde le principe selon lequel les délégations données par ou en vertu du présent arrêté s'exercent sans préjudice de l'exercice des compétences déléguées par les autorités délégantes ou par les supérieurs hiérarchiques, n'est pas applicable aux délégations visées au § 1^{er}, 1^o et 2^o.

Les engagements et recrutements opérés dans les limites du reliquat visé au point a), dernier alinéa, s'inscrivent dans le cadre d'un plan spécifique de recrutement approuvé par le Gouvernement sur proposition de l'organe visé à l'article 12 du statut. A défaut de décision du Gouvernement dans les 60 jours de sa saisine, ce plan spécifique de recrutement est réputé approuvé.

d) L'avis formulé en application du § 1^{er}, 2^o, prend en considération, par ordre de priorité décroissante, les mutations, l'état des réserves de recrutement existantes, les candidatures spontanées et la nécessité de procéder à un appel aux candidats.

Cet avis tient compte s'il échoue de la possibilité d'opérer une planification intégrée d'un ensemble de désignations mettant en œuvre des mêmes processus.

L'établissement du profil de chaque emploi et la sélection de candidats au regard de ce profil s'effectuent sur la base d'une concertation entre le service au sein duquel l'emploi est à pourvoir et le service qui, au sein de la Direction générale du Personnel et de la Fonction publique, prend en charge la gestion des compétences. »

8° au § 4, les mentions « 3°, 4°, 5°, 6°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 18°, 19°, 20° et 22°, » sont supprimées. »

Art. 5. Les articles 6^{ter} et 6^{ter} du même arrêté sont abrogés.

Art. 6. L'article 7, § 1^{er}, est modifié comme suit :

1° au point 1°, les mots « , les congés de circonstances et pour force majeure » sont insérés entre les mots « congés annuels de vacances » et les mots « et les congés exceptionnels »;

2° le point 2° du même arrêté est remplacé par le point suivant :

« 2° pour accorder, après avis du fonctionnaire général dirigeant la Direction générale du Personnel et de la Fonction publique, des congés aux agents autres que ceux appartenant à la catégorie des fonctionnaires généraux dans les cas suivants :

- a) pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu;
- b) pour exercer un mandat politique ou une fonction qui peut y être assimilée. »

Art. 7. Dans le même arrêté, au chapitre II, la section II intitulée « Délégations en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services » est remplacée comme suit :

« *Section 2. — Délégations en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services*

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Article 9. La présente sous-section s'applique à l'ensemble des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française - dans la limite de leurs compétences et sans préjudice de l'exercice des compétences complémentaires attribuées en application des dispositions reprises sous la sous-section 2.

Article 10. Les limites financières des délégations prévues par le présent arrêté s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Article 11. Le pouvoir de choisir le mode de passation du marché, le pouvoir d'engager la procédure, d'opérer la sélection qualitative, d'approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu et le pouvoir d'approuver les marchés, sont délégués aux titulaires des fonctions reprises à l'annexe du présent arrêté dans les limites financières mentionnées en regard de chacune de ces fonctions, selon le mode de passation retenu et le type de marché.

Les mêmes pouvoirs, à l'exception de celui d'approuver le marché, sont délégués au secrétaire général, pour ce qui concerne les marchés d'un montant supérieur aux montants fixés à l'annexe du présent arrêté et inférieur aux montants à partir desquels le marché doit être soumis à la délibération du Gouvernement ainsi que pour ce qui concerne les marchés d'un montant supérieur ne devant plus donner lieu à délibération du Gouvernement. L'exception d'approbation du marché peut être levée par le Gouvernement ou le(s) Ministre(s) compétent(s).

Ces délégations ne sont exercées que pour autant que l'objet du marché ait été autorisé par le Gouvernement de la Communauté française ou celui de ses membres compétents, soit par l'approbation d'un programme d'investissements où cet objet est repris, soit par une décision particulière concernant cet objet.

Toutefois, l'autorisation prévue par l'alinéa 3 du présent article n'est pas requise lorsqu'il s'agit de dépenses pour les besoins habituels des services de dépenses courantes de fonctionnement, de consommation et d'équipement, dépenses dont l'estimation ne dépasse pas 125.000,00 EUR en ce qui concerne le secrétaire général, 87.500,00 EUR en ce qui concerne les administrateurs généraux, 50.000,00 EUR en ce qui concerne les directeurs généraux, 25.000,00 EUR pour ce qui concerne les directeurs généraux adjoints et 5.500,00 EUR en ce qui concerne les fonctionnaires du rang 12 au moins ou encore lorsqu'il s'agit de dépenses pour travaux d'entretien des biens appartenant à la Communauté française à réaliser d'urgence, à la condition d'en donner une justification.

Article 12. Le pouvoir de décider, après en avoir informé le Ministre compétent, de traiter à prix provisoires ou à remboursement, d'imposer le contrôle des prix et de prévoir l'octroi d'avances, est attribué :

- a) au secrétaire général, pour les marchés dont l'estimation financière ne dépasse pas 50.000,00 EUR;
- b) aux administrateurs généraux, pour les marchés dont l'estimation financière ne dépasse pas 25.000,00 EUR;
- c) aux directeurs généraux, pour les marchés dont l'estimation financière ne dépasse pas 12.500,00 EUR.

Le pouvoir de décider du changement de procédure d'attribution du marché en application de l'article 17, § 2, 1^o, d, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics est attribué au secrétaire général.

Article 13. En ce qui concerne les mesures et décisions à prendre ayant trait à l'exécution pure et simple d'un marché conclu, délégation de pouvoir est donnée aux fonctionnaires qui, sur base de l'article 11, ont conclu eux-mêmes le marché, l'administrateur général ou le directeur général de l'administration intéressée étant toutefois compétent pour l'exécution pure et simple des marchés approuvés par le secrétaire général, par le ou les Ministre(s) compétent(s) ou par le Gouvernement.

Sont considérées comme des mesures et décisions ayant trait à l'exécution pure et simple d'un marché conclu, celles visant à réaliser l'objet de l'entreprise initiale et qui restent dans la limite de celle-ci, telles les mesures d'office à prendre contre l'adjudicataire défaillant mais à l'exclusion des mesures et décisions basées sur un pouvoir d'appréciation prévu par le marché sauf si l'autorité qui a conclu le marché a elle-même retenu que ce pouvoir d'appréciation relève de l'exécution pure et simple du marché.

Article 14. § 1^{er}. Pour les décomptes résultant de l'application pure et simple des clauses contractuelles ainsi que les révisions contractuelles et la régularisation des quantités présumées pour autant qu'il s'agisse d'ajustement de quantités et non de travaux complémentaires non prévus au marché initial, délégation d'approbation est donnée au fonctionnaire de rang 15, sans limitation de montant.

§ 2. En ce qui concerne l'approbation d'un décompte ou de décomptes successifs, autres que ceux visés au § 1^{er}, le montant de celui-ci ou le total des montants des décomptes successifs peut être approuvé par les fonctionnaires mentionnés ci-après à concurrence du pourcentage du montant de la soumission indiqué en regard de leur grade :

- fonctionnaire de rang 12 : dix pour cent jusqu'à 31.000,00 EUR;
- fonctionnaire de rang 15 : quinze pour cent jusqu'à 100.000,00 EUR;
- directeur général : quinze pour cent jusqu'à 175.000,00 EUR;
- administrateur général : vingt pour cent jusqu'à 200.000,00 EUR;
- secrétaire général : vingt-cinq pour cent jusqu'à 250.000,00 EUR.

Lorsque sont atteints les pourcentages ou les montants fixés pour le secrétaire général, chaque décompte suivant sera toujours approuvé par le Ministre.

Article 15. Délégation est donnée aux fonctionnaires désignés aux articles 11, 13 et 14 dans les limites qui leur sont fixées pour l'approbation des cahiers des charges, des états estimatifs et des décomptes, pour accorder des prolongations de délais soit résultant du fait de l'administration ou de la survenance de circonstances que le cocontractant ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier bien qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires, soit résultant encore de décomptes. Les prolongations de délai dont question ne peuvent dépasser cinquante pour cent du délai initial.

Toute autre prolongation sera toujours approuvée par le ou les Ministre(s) compétent(s), sur rapport motivé de l'administration.

Article 16. Sous réserve d'avis conforme de l'administrateur général ou du directeur général, le secrétaire général est autorisé à remettre des amendes ou pénalités de retard à concurrence d'un montant de 25.000,00 EUR ou d'un montant supérieur qui ne peut dépasser dix pour cent du montant initial du marché jusqu'à concurrence de 125.000,00 EUR.

Article 17. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les compétences énumérées à la présente section sont exercées, en cas d'urgence, par l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

**Sous-section 2. — Dispositions particulières relatives aux bâtiments
relevant de la compétence de l'Administration générale de l'Infrastructure**

Article 18. Sans préjudice des articles 9 à 17, la présente sous-section s'applique aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française - pour ce qui concerne les bâtiments relevant de la compétence de l'Administration générale de l'Infrastructure.

A. Dispositions générales

Article 19. Au sens de la présente sous-section, il faut entendre par :

- « Déléguataire » : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant dans ses attributions les bâtiments concernés ou l'organe compétent de la SPABS propriétaire du bâtiment concerné;
- « L'administrateur général » : l'administrateur général de l'Administration générale de l'Infrastructure;
- « Le directeur général » : le directeur général de la Direction générale des Infrastructures;
- « Le directeur régional » : l'agent de niveau 1 au moins désigné par l'administrateur général ou son délégué pour assurer la direction d'un service régional ayant en charge les infrastructures de la Communauté française.

Article 20. La compétence des services régionaux s'exerce dans les limites territoriales de la province où chacun d'eux siège, sauf en ce qui concerne :

1° le service régional de Liège dont la compétence s'étend également aux établissements scolaires belges dont la langue d'enseignement est le français situés sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne;

2° le service régional de Bruxelles dont la compétence territoriale s'exerce dans les limites de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 21. L'administrateur général ou son délégué peut désigner tout agent de niveau 1 au moins relevant de l'Administration générale de l'Infrastructure pour assumer à l'administration centrale, dans les matières qui ne relèvent pas des services régionaux, tout ou partie des mêmes compétences que celles dévolues aux directeurs régionaux en application de la présente sous-section.

L'administrateur général ou son délégué peut :

1° limiter ou soumettre aux conditions qu'il fixe les délégations accordées aux directeurs régionaux en application de la présente section;

2° désigner tout agent de niveau 1 au moins relevant de l'Administration générale de l'Infrastructure pour assumer tout ou partie des compétences dévolues à un directeur régional en application de la présente section. Les compétences faisant l'objet d'une telle délégation sont réputées ne plus relever de la compétence du directeur régional concerné.

B. Opération préliminaire à la passation des marchés

Article 22. Les directeurs régionaux ont pouvoir pour approuver les plans annexés aux cahiers des charges, quel que soit le montant du marché.

C. Exécution des marchés

Article 23. Les directeurs régionaux sont compétents pour exécuter les marchés et appliquer les clauses contractuelles.

Pour les décomptes résultant de l'application pure et simple des clauses contractuelles ainsi que les révisions contractuelles et la régularisation des quantités présumées pour autant qu'il s'agisse d'ajustement de quantités et non de travaux complémentaires non prévus au marché initial, délégation d'approbation est donnée aux directeurs régionaux sans limitation de montant.

En ce qui concerne l'approbation d'un décompte ou de décomptes successifs autres que ceux visés à l'alinéa précédent, le montant de celui-ci ou le total des montants des décomptes successifs peut être approuvé par les directeurs régionaux pour autant que le montant cumulé des décomptes ne dépasse pas 15 % du montant de la soumission, avec un maximum cumulé de 50.000,00 EUR.

Article 24. Les directeurs régionaux ont pouvoir d' :

1° approuver les certificats de paiement, soit à titre d'acomptes, soit pour le solde, sur le vu des procès-verbaux de réceptions provisoires partielles ou de dernière réception provisoire dressés par les fonctionnaires dirigeants;

2° autoriser le remboursement de la tranche libérale du cautionnement sur le vu des procès-verbaux de réception provisoire et de réception définitive dressés par les fonctionnaires dirigeants;

3° accorder, par décision motivée, les prolongations de délai résultant de l'application des clauses contractuelles, y compris les décomptes;

4° accorder, par décision motivée, les prolongations de délai pouvant découler d'une décision d'ordre général admettant le principe de ces prolongations.

Article 25. Les directeurs régionaux sont compétents pour désigner les fonctionnaires dirigeants conformément à l'article 2 de l'annexe à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, lesquels sont revêtus, par cette désignation, de toutes les compétences attachées à cette fonction, sans préjudice des dispositions qui précèdent.

D. Acquisitions, aliénations

Article 26. L'administrateur général peut engager les procédures pour réaliser les opérations immobilières autorisées par le Délégataire.

L'administrateur général peut déléguer aux directeurs régionaux, chacun pour ce qui le concerne, les compétences qui lui sont déléguées en application de l'alinéa précédent.

E. Locations

Article 27. L'administrateur général peut :

1° négocier les conventions de prise en location d'immeubles autorisées par le Ministre ainsi que leurs avenants;

2° approuver lesdites conventions et leurs avenants, pour autant que le montant du loyer annuel soit inférieur à 5.000,00 EUR;

3° approuver les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs, d'un montant inférieur ou égal à 2.500,00 EUR;

4° négocier les conventions de mise en location d'immeubles autorisées par le Délégataire ainsi que leurs avenants.

L'administrateur général peut déléguer aux directeurs régionaux, chacun pour ce qui le concerne, les compétences qui lui sont déléguées en application de l'alinéa précédent.

F. Installations thermiques

Article 28. Délégation est donnée à l'administrateur général pour conclure et approuver, dans les limites des crédits attribués, les marchés et contrats d'entretien et de régulation des installations thermiques des bâtiments de la Communauté française ou relatifs à la gestion desdits contrats.

G. Transactions

Article 29. L'administrateur général peut, en toutes matières, transiger et approuver les débours qui en sont la conséquence, pour autant que la dépense ne soit pas supérieure à 2.500,00 EUR.

H. Absence et subdélégation

Article 30. § 1^{er}. En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général, les délégations qui lui sont données par les dispositions qui précédent sont exercées par le directeur général.

En cas d'absence du directeur général, les délégations sont exercées en cas d'urgence soit par le fonctionnaire général de rang 15 de la même direction générale soit par l'agent de rang 12 au moins désigné en vertu d'un acte de subdélégation préalable soit, en l'absence d'une telle désignation, par l'agent de rang 12 au moins du grade le plus élevé étant entendu qu'à égalité de grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service, enfin de l'âge.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement des directeurs régionaux, les délégations qui leur sont données par la présente sous-section sont exercées soit par l'agent du service concerné désigné en vertu d'un acte de subdélégation préalable soit, en l'absence d'une telle désignation, par l'agent du service concerné du grade le plus élevé étant entendu qu'à égalité de grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service, enfin de l'âge.

I. Dispositions particulières au Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté française - Service à gestion séparée.

Article 31. Dans le cadre de l'exécution du budget de fonctionnement du service à gestion séparée du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement de la Communauté française, l'administrateur général a délégation pour conclure et approuver, dans les limites fixées aux articles 9 à 17 de la loi du 24 décembre 1992 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée, les marchés de travaux, de fournitures et de services relatifs aux objets suivants :

1° aménagement des locaux nécessaires au fonctionnement des services;

2° entretien et réparation desdits locaux;

3° achat, location, entretien et réparation du matériel et du mobilier, achat de fournitures consomptibles de fonctionnement, fournitures de services, dépenses de consommation, achat de documentations;

4° moyens de communication et d'information en rapport avec les missions du service.

Article 32. L'administrateur général peut déléguer aux fonctionnaires généraux de la Direction générale des Infrastructures et aux directeurs régionaux, chacun pour ce qui concerne la direction régionale dont il relève, les compétences qui lui sont déléguées en application à l'article 31.

Article 33. En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général, les délégations qui lui sont données en application à l'article 31, sont exercées par le directeur général.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, les délégations qui lui sont données en application à l'article 31 sont exercées soit par l'agent du service concerné désigné en vertu d'un acte de subdélégation préalable soit, en l'absence d'une telle désignation, par l'agent du service concerné du grade le plus élevé étant entendu qu'à égalité de grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service, enfin de l'âge.

J. Dispositions particulières au Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné - Service à gestion séparée.

Article 34. Dans le cadre de l'exécution du budget de fonctionnement du service à gestion séparée du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné, l'administrateur général a délégation pour conclure et approuver, dans les limites fixées aux articles 9 à 17, les marchés de travaux, de fournitures et de services relatifs aux objets suivants :

1° aménagement des locaux nécessaires au fonctionnement des services;

2° entretien et réparation desdits locaux;

3° achat, location, entretien et réparation du matériel et du mobilier, achat de fournitures consomptibles de fonctionnement, fournitures de services, dépenses de consommation, achat de documentations;

4° moyens de communication et d'information en rapport avec les missions du service.

Les pouvoirs visés à l'alinéa précédent ne sont délégués que dans le cadre de l'application de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics ainsi que des arrêtés d'application de cette législation.

Article 35. 1° Les contrats de location d'immeuble d'un loyer annuel supérieur à 15.000,00 EUR pour les besoins des services, ainsi que l'achat de véhicules automobiles sont subordonnés à l'accord préalable du Délégataire.

2° Le fonctionnaire général dirigeant le Service général des Infrastructures publiques subventionnées a délégation pour approuver les conventions réglant les indemnités pour dégâts locatifs, jusqu'à un montant de 2.500,00 EUR.

Article 36. § 1^{er}. L'administrateur général peut déléguer au fonctionnaire général dirigeant le Service général des Infrastructures publiques subventionnées les délégations qui lui sont données en application à l'article 34.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général, les délégations qui lui sont données en application à l'article 34 sont exercées par le fonctionnaire général dirigeant le Service général des Infrastructures publiques subventionnées.

En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire général dirigeant le Service général des Infrastructures publiques subventionnées, les délégations qui lui sont données en application à l'article 34 sont exercées soit par l'agent du service concerné désigné en vertu d'un acte de subdélégation préalable soit, en l'absence d'une telle désignation, par l'agent du service concerné du grade le plus élevé étant entendu qu'à égalité de grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service, enfin de l'âge.

K. Dispositions particulières au Fonds de garantie des bâtiments scolaires - Service à gestion séparée.

Article 37. Dans le cadre de l'exécution du budget de fonctionnement du service à gestion séparée du Fonds de garantie des bâtiments scolaires, l'administrateur général a délégation pour conclure et approuver, dans les limites fixées aux articles 9 à 17, les marchés de travaux, de fournitures et de services relatifs aux objets suivants :

1^o aménagement des locaux nécessaires au fonctionnement des services;

2^o entretien et réparation desdits locaux;

3^o achat, location, entretien et réparation du matériel et du mobilier, achat de fournitures consomptibles de fonctionnement, fournitures de services, dépenses de consommation, achat de documentations.

4^o moyens de communication et d'information en rapport avec les missions du service.

Les pouvoirs visés à l'alinéa précédent ne sont délégués que dans le cadre de l'application de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics ainsi que des arrêtés d'application de cette législation.

Article 38. 1^o Les contrats de location d'immeuble d'un loyer annuel supérieur à 15.000,00 EUR pour les besoins des services, ainsi que l'achat de véhicules automobiles sont subordonnés à l'accord préalable du Déléguataire.

2^o Le fonctionnaire général dirigeant le Service général des Infrastructures privées subventionnées a délégation pour approuver les conventions réglant les indemnités pour dégâts locatifs, jusqu'à un montant de 2.500,00 EUR.

Article 39. § 1^{er}. L'administrateur général peut déléguer au fonctionnaire général dirigeant le Service général des Infrastructures privées subventionnées les délégations qui lui sont données en application à l'article 37.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général, les délégations qui lui sont données en application à l'article 37, sont exercées par le fonctionnaire général dirigeant le Service général des Infrastructures privées subventionnées.

En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire général dirigeant le Service général des Infrastructures privées subventionnées, les délégations qui lui sont données en application à l'article 37 sont exercées soit par l'agent du service concerné désigné en vertu d'un acte de subdélégation préalable soit, en l'absence d'une telle désignation, par l'agent du service concerné du grade le plus élevé étant entendu qu'à égalité de grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service, enfin de l'âge.

L. Des Services à gestion séparée de l'Administration générale de l'Infrastructure

Article 40. § 1^{er}. En matière informatique pour les besoins des Services à gestion séparée relevant de l'Administration générale de l'Infrastructure, délégation de compétence est donnée à l'administrateur général pour établir les cadres généraux de collaboration avec les autres pouvoirs publics ainsi qu'avec les prestataires publics et privés.

§ 2. Le pouvoir d'acquérir du matériel, des logiciels ou des services en matière informatique est délégué à l'administrateur général de l'Administration générale de l'Infrastructure, pour les marchés dont l'estimation financière ne dépasse pas 50.000,00 EUR. »

Art. 8. Dans le même arrêté, au chapitre II, la section III intitulée « Délégation en matière de subvention » est remplacée comme suit :

« Section 3. — Délégations en matière de subventions

Sous-section 1^{re} — Disposition générale

Article 41. Sans préjudice des dispositions des sous-sections 2 et 3 de la section 3 du présent chapitre, délégation de compétence est donnée aux fonctionnaires généraux des rangs 17, 16+ et 16, chacun dans le cadre des attributions dévolues à leur administration respective, pour octroyer les subventions régies par des normes organiques qui en fixent les conditions d'octroi et le montant ou le mode de calcul de ce montant.

Sous-section 2 — Des bâtiments scolaires

relevant du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné - Service à gestion séparée

A. Dispositions générales

Article 42. § 1^{er}. Au sens de la présente sous-section, il faut entendre par :

- « Ministre » : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant dans ses attributions les bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné;
- « Le fonctionnaire dirigeant » : le fonctionnaire général dirigeant le Service général des Infrastructures publiques subventionnées.
- « Le fonctionnaire délégué » : le fonctionnaire représentant sous son autorité directe le fonctionnaire dirigeant dans un service extérieur, dit service régional, de l'Administration générale de l'Infrastructure;
- « Service général » : le Service général des infrastructures publiques subventionnées, service à gestion séparée.

§ 2. La compétence territoriale des services régionaux s'exerce dans les limites de la province où chacun a son siège.

La compétence territoriale du service régional de Bruxelles s'exerce dans les limites de la Région de Bruxelles-Capitale et de la province du Brabant wallon.

B. Examen des dossiers et liquidation des subventions

Article 43. Les fonctionnaires délégués procèdent à toutes les mesures d'instruction des dossiers de demande de subvention en matière d'infrastructures scolaires. Ils présentent au fonctionnaire dirigeant les propositions d'octroi de subventions.

Article 44. Le fonctionnaire dirigeant a délégation pour procéder et faire procéder à toutes les mesures d'instruction des dossiers et correspondre à cet effet avec tous services et administrations compétents, les dépêches portant décisions de subventions étant signées par le Ministre. Toutefois, le fonctionnaire dirigeant peut signer toute dépêche rectifiant le montant d'une promesse ferme de subside ainsi que tout arrêté de décompte final pour autant qu'ils n'impliquent pas un engagement financier complémentaire;

Article 45. Le fonctionnaire dirigeant a délégation pour :

- procéder à la liquidation des acomptes sur subvention au fur et à mesure de la réalisation des travaux concernés, et ce, dans les limites des décisions de subventionnement accordées;
- approuver les acomptes de subvention à liquider dans le cadre du programme prioritaire de travaux;
- approuver au nom du Ministre le montant définitif de la subvention à charge du Programme prioritaire des travaux octroyée par le Ministre ou le Gouvernement;
- autoriser un pouvoir organisateur à débuter les travaux présentant un caractère d'extrême urgence préalablement à la sollicitation d'une subvention à charge du programme prioritaire de travaux.

C. Absence et subdélégation

Article 46. En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, les délégations qui lui sont données par la présente sous-section sont exercées soit par l'agent du Service général désigné en vertu d'un acte de subdélégation préalable soit, en l'absence d'une telle désignation, par l'agent du Service général du grade le plus élevé étant entendu qu'à égalité de grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service, enfin de l'âge.

Sous-section 3. — Des bâtiments scolaires relevant du Fonds de garantie des bâtiments scolaires
Service à gestion séparée

A. Dispositions générales

Article 47. Au sens de la présente sous-section, il faut entendre par :

- « Le fonctionnaire dirigeant » : le fonctionnaire général dirigeant le Service général des Infrastructures privées subventionnées.
- « Service général » : le Service général des infrastructures privées subventionnées, service à gestion séparée.

B. Examen des dossiers et liquidation des subventions

Article 48. Le fonctionnaire dirigeant a délégation pour procéder et faire procéder à toutes les mesures d'instruction des dossiers, correspondre à cet effet avec tous services et administrations compétents et prendre toutes décisions conformes aux habilitations qui lui sont données en application :

- du règlement visé à l'article 10, § 5, alinéa 2, 2° du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française;
- des arrêtés du Gouvernement pris en application du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

C. Absence et subdélégation

Article 49. En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, les délégations qui lui sont données par la présente sous-section sont exercées soit par l'agent du Service général désigné en vertu d'un acte de subdélégation préalable soit, en l'absence d'une telle désignation, par l'agent du Service général du grade le plus élevé étant entendu qu'à égalité de grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté dans le grade, ensuite de l'ancienneté de service, enfin de l'âge. »

Art. 9. L'article 59, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété par les points suivants :

« 5° pour ester en justice, y déposer plainte au-delà de ce qu'impose l'article 29 du Code d'instruction criminelle et transiger. Sauf pour ce qui concerne la matière des répétitions d'indû ainsi que la matière des accidents de travail, la compétence visée au présent point s'exerce après proposition adressée au Ministre fonctionnellement compétent en l'absence d'opposition de sa part dans les dix jours de la proposition;

6° pour procéder aux déclarations de tiers saisis ou cédé, aux médiations de dettes, aux délégations judiciaires, aux ouvertures de crédit et aux nantissements de créances dans les matières relevant du contentieux pécuniaire du Ministère de la Communauté française;

7° pour interjeter appel d'une décision judiciaire intervenue dans des dossiers contentieux dont la gestion a été confiée au Ministère de la Communauté française. »

Art. 10. L'article 60 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 60, § 1^{er}. Délégation est donnée au Secrétaire général pour autoriser les missions à l'étranger des membres du personnel du Ministère lorsque ces missions ne s'inscrivent pas dans les relations bilatérales de la Communauté française, la participation des entités fédérées francophones à l'exercice de leurs compétences dans un cadre multilatéral, ou la promotion internationale de la Communauté française et lorsque la dépense à approuver pour l'accomplissement de la mission ne dépasse pas 2.500 euros.

Par dérogation à l'article 2 du présent arrêté, chaque Ministre compétent pour autoriser les autres missions à l'étranger peut, selon les modalités éventuelles qu'il détermine, déléguer au Secrétaire général tout ou partie de sa compétence.

Sauf pour ce qui concerne les missions de représentation de la Communauté française dans les Organisations internationales, le Secrétaire général peut déléguer aux administrateurs généraux et directeurs généraux, chacun pour ce qui concerne l'entité qu'il dirige et dans la limite d'une enveloppe budgétaire fixée à cette fin, la délégation visée aux alinéas précédents. L'autorité déléguée transmet au Secrétariat général les données utiles à l'analyse des objectifs stratégiques et opérationnels liés à la matière considérée.

§ 2. Délégation est donnée au secrétaire général pour accorder l'autorisation de déplacement des membres du personnel du Ministère hors du Royaume en application de l'article 7 de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères.

Le secrétaire général peut déléguer aux administrateurs généraux et directeurs généraux, chacun pour ce qui concerne l'entité qu'il dirige, la délégation visée à l'alinéa 1^{er}.

La délégation visée au présent paragraphe cesse de produire ses effets à la date d'abrogation de l'article 7 de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères. »

Art. 11. A l'article 65 du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1° au point 1, les mots « les articles 10 à 18 du présent arrêté » sont remplacés par les mots « les articles 10 à 17 du présent arrêté »;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Délégation est donnée au directeur général pour signer, sur décision du Ministre pour ce qui concerne les subventions facultatives, les subventions suivantes :

- Subventions aux fédérations sportives et COIB (forfait, plan-programme (Subvention facultative), formation (Subvention facultative))
- Subventions de notoriété (Subvention facultative)
- Subventions achat matériel sportif (Subvention facultative)
- Subventions achat matériel de psychomotricité (Subvention facultative)
- Subventions pour l'organisation d'activités sportives de quartier
- Subventions « Sport pour tous » (Subvention facultative)
- Subventions à une association des centres sportifs (AES)
- Subventions aux centres sportifs locaux et locaux intégrés
- Subventions AISF (Association inter fédéral du Sport francophone)
- Subventions du COIB pour le projet « Be-Gold » (Jeunes talents) (Subvention facultative).

Le directeur général peut déléguer à des agents de la Direction générale du Sport de rang 10 au moins les délégations qui lui sont accordées par l'alinéa précédent ».

Art. 12. A l'article 69 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, 7^o, les mots « 13bis, 13ter, » sont insérés entre les mots « aux articles 9 litt. a) et b), 10, 11, 12, 13, » et les mots « 20, 23 et 30 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 »;

2° au § 1^{er}, après le point 17^o, les points suivants sont ajoutés :

« 18^o autorisation des mesures d'écartement des femmes enceintes et allaitantes, telles que prévues au chapitre 1^{er} du décret du 8 mai 2003 modifiant les dispositions applicables en matière de congés et organisant la protection de la maternité;

19^o agrément des mises en disponibilité pour convenance personnelle des membres du personnel de l'enseignement organisé et de l'enseignement subventionné par la Communauté française, telles que prévues à l'article 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

20^o signature des actes de désignation des médiateurs scolaires en exécution des instructions ministérielles correspondantes faisant application de l'article 34 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discrimination positive;

21^o signature des actes relatifs à l'octroi des allocations et des prêts d'études relevant de la compétence du Service des Allocations et Prêts d'études, en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juillet 1983 fixant les conditions et les modalités d'octroi et de remboursement des prêts d'études destinés aux familles ayant au moins 3 enfants;

22^o désignation des membres du Conseil d'appel et du Conseil supérieur compétents en matière d'Allocations et Prêts d'études en application du décret du 07 novembre 1983 réglant pour la Communauté française les Allocations et Prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983;

23^o fixation des rentes d'invalidité en application directe de la réglementation fédérale applicable en matière d'accidents du travail ou sur le chemin du travail, dans les matières de la compétence du Service des Accidents du travail;

24^o signature par l'administrateur général des actes de mise en disponibilité pour mission spéciale, d'octroi de mission en organisation de jeunesse et de mission de formation en cours de carrière en application du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

25^o autorisation d'exercice d'une activité lucrative pour un membre du personnel en D.P.P.R. de l'arrêté du 9 mai 1995 fixant les conditions dans lesquelles un membre du personnel en DPPR peut être autorisé à exercer une occupation lucrative;

26^o reconnaissance de fonction principale dans l'enseignement en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 août 1997 portant nomination des membres de la Commission visée à l'article 5bis de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique;

27^o octroi de dérogation de titre sur avis conforme des Services du Gouvernement ou de la Commission des titres jugés suffisants en application des arrêtés royaux des 20 juin et 30 juillet 1975 relatifs aux titres jugés suffisants;

28^o octroi de dérogation linguistique basée sur la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement;

29^o octroi de dérogation linguistique basée sur le décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement;

30^o octroi de dérogation de nationalité sur avis favorable de l'Office des Etrangers du SPF Intérieur;

31° octroi du bénéfice d'une disponibilité précédant la pension de retraite en application de l'arrêté royal du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements, et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les CPMS;

32° fixation et liquidation des allocations, subventions ou rentes régies par des normes organiques qui en fixent les conditions d'octroi et le montant ou le mode de calcul de ce montant pour ce qui concerne les allocations et prêts d'études ainsi que les rentes d'invalidité en matière d'accident de travail;

33° signature, en exécution des propositions requises, des arrêtés de désignation des membres, à l'exclusion des Présidents et Secrétaires, des instances suivantes intervenant dans le cadre de l'enseignement de la Communauté française : Commissions zonales et interzonales d'affectation du personnel, Jury chargé de délivrer le certificat d'aptitudes pédagogiques, Chambres de recours, Commission permanente de promotion et de sélection, Commission de réaffectation du personnel technique des CPMS, Commission d'affectation pour les maîtres et professeurs de religion, Commissions d'expérience utile (Hautes Ecoles et Ecole supérieure des Arts), Commission de notoriété (Ecole supérieure des Arts), Commission d'habilitation à enseigner en langue d'immersion et jurys chargés de délivrer des brevets de sélection et de promotion;

34° signature, en exécution des propositions requises, des arrêtés de désignation des membres, à l'exclusion des Présidents et Secrétaires, des instances suivantes intervenant dans le cadre de l'enseignement subventionné par la Communauté française : Commission chargée de donner des avis à propos de recrutement de porteurs de titres jugés suffisants autres que ceux du groupe A, Commission DE BOND'T, Commissions zonales de gestion des emplois, Commissions centrales de gestion des emplois, Commissions zonales de réaffectation, Commissions centrales de réaffectation, Commissions de gestion des emplois pour les maîtres de religion et les professeurs de religion, Chambres de recours et Commissions paritaires; »

3° au § 2, les mots « la compétence visée au § 1^{er}, 5° » sont remplacés par les mots « la compétence visée au § 1^{er}, 5°, 23° et 25° à 32° » et les mots « à des agents de niveau 1 les compétences visées au § 1^{er}, 1°, 2°, 4°, 6° à 14° et 16° à 17° » sont remplacés par les mots « à des agents de niveau 1 les compétences visées au § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4°, 6° à 14° et 16° à 19° »;

4° il est ajouté un troisième paragraphe rédigé comme suit :

« § 3 L'exercice des délégations visées au § 1^{er}, 24°, 25°, 26° et 31° fait l'objet d'un rapport annuel au(x) Ministre(s) ayant les matières concernées dans leurs attributions.

Sur demande ministérielle, chaque rapport peut être établi selon une périodicité plus courte.

Chaque rapport rassemble les données utiles à l'analyse des objectifs stratégiques et opérationnels liés à la matière considérée. »

Art. 13. A l'article 70, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 5° est remplacé par la disposition suivante :

« 5° engagement et liquidation des dotations de fonctionnement aux établissements d'enseignement et Centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française ainsi que les subventions diverses, report des crédits y afférents; »

2° au point 6°, les mots « des règlements généraux des études; » sont remplacés par les mots « des règlements généraux des études ou des jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française, en ce compris la régularité académique des études. »;

3° au point 7°, les termes « 56, 57, 58, 59 et 60 » sont remplacés par les termes « 56 à 60 »;

4° au point 8°, les termes « d'école après le 30 septembre dans l'enseignement préscolaire et primaire » sont remplacés par les termes « d'établissements introduit conformément aux dispositions dérogatoires prévues à l'article 79 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre »;

5° les points 9 à 12 sont remplacés par les points suivants :

« 9° autorisation d'engagement d'un enseignant temporaire en remplacement d'un membre du personnel en formation, en application de l'article 16 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire;

10° octroi des dérogations prévues à l'article 9, § 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif du 22 mars 1994 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé de la Communauté française;

11° approbation des conventions entre établissements d'enseignement supérieur permettant la mobilité des étudiants;

12° homologation prévue à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique appropriée à l'enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Ecoles et ses conditions d'obtention, ainsi que l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission CAPAES; »

6° au point 21°, le terme « 89 » est remplacé par le terme « 85 »;

7° les points suivants sont ajoutés :

« 23° octroi de la dérogation prévue à l'article 6 du Décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire;

24° octroi des dérogations prévues à l'article 9 du Décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière;

25° octroi de l'autorisation de changement de cours de langue pour un élève fréquentant la 6^e année primaire tel que prévu à l'article 7 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement;

26° octroi des dérogations prévues aux articles 13 § 3, 14 § 2 et 15 § 3, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

27° octroi des dérogations prévues à l'article 9, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement organisé dans la Communauté française;

28° reconnaissance des qualifications en application des articles 10, 11, 12, 13, 15 et 16, du décret du 19 juillet 1991 relatif à la carrière des chercheurs scientifiques. »

Art. 14. L'article 70, § 2, du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'administrateur général et les directeurs généraux peuvent déléguer à des agents de niveau 1 les compétences visées au § 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o et 9^o, à des agents titulaires d'un grade de rang 12 au moins, les compétences visées au § 1^{er}, 20^o, 21^o, 22^o, 23^o, 24^o, 25^o et 26^o et à un fonctionnaire général de rang 15, les compétences visées au § 1^{er}, 7^o, 8^o et 27^o. ».

Art. 15. A l'article 70, § 3, du même arrêté il est ajouté un second alinéa rédigé comme suit :

« Délégation est donnée au même fonctionnaire général pour :

1^o donner l'accord sur le modèle propre de bulletin dans le cadre de la procédure visée par le règlement des études de l'enseignement secondaire organisé par la Communauté française sous la rubrique « Du Bulletin », 2^e alinéa, tel qu'approuvé par l'arrêté du Gouvernement du 28 juillet 1998;

2^o accorder la dispense totale ou partielle d'une ou plusieurs disciplines de la formation commune en application de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 15 mai 1995 organisant certains aspects du programme d'études dans l'enseignement secondaire;

3^o désigner les président et vice-président du collège des districts socio-pédagogiques en application de l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif du 19 septembre 1991 relatif à l'organisation des districts socio-pédagogiques de l'enseignement de la Communauté française;

4^o désigner les présidents de zone et les conseillers pédagogiques, ainsi que leurs suppléants, en application des articles 4, 3^o à 5^o et 6^o, et 8 de l'arrêté du Gouvernement du 24 août 2000 portant création du Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française;

5^o autoriser l'organisation d'activités non reprises dans la liste des matières autorisées par le programme fixé dans la circulaire délimitant les activités prévues dans le cadre du cours d'éducation physique (formation commune) des 2^o et 3^o degrés de transition;

6^o autoriser un directeur de l'enseignement fondamental ou de l'enseignement secondaire à participer à une classe de dépassement ou à une activité extérieure pendant plus de deux jours ouvrables;

7^o accorder une dérogation aux normes d'encadrement pour les classes de dépassement et activités extérieures des enseignements fondamental et secondaire qui ne se déroulent pas dans les Centres de dépassement et de plein air;

8^o autoriser les échanges linguistiques individuels et collectifs dans l'enseignement secondaire;

9^o fixer chaque année le prix de la pension dans les internats organisés par la Communauté française, enseignement fondamental, secondaire et supérieur;

10^o autoriser, dans le cadre des humanités techniques et professionnelles, les stages en entreprise dans un pays n'appartenant pas à l'Union européenne. »

Art. 16. A l'article 70 du même arrêté, il est ajouté un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le fonctionnaire général visé aux articles 13, 16, § 4, 29, 58, 62, 67, alinéa 3, 73, 91, 144 et 156, § 1^{er}, du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de soutien pédagogique de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques, est l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

Le fonctionnaire général visé aux articles 6, § 3, 7, § 3, 9, § 3 et 10, § 3, du même décret est l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou le fonctionnaire général de rang 15 au moins qu'il délègue à cette fin. ».

Art. 17. Dans le chapitre III du même arrêté, il est ajouté une section 5 rédigée comme suit :

« *Section 5. — Délégations particulières à l'Administration générale de la Culture*

Article 70bis. § 1^{er}. Délégation est donnée à l'administrateur général de l'Administration générale de la Culture :

1^o pour signer toute subvention nominative faisant l'objet d'une convention pluriannuelle ou d'un contrat-programme;

2^o pour signer toute subvention facultative ponctuelle, en ce compris celles proposées par les instances d'avis, moyennant l'accord formel et préalable du Ministre compétent;

3^o pour signer toute subvention facultative faisant l'objet d'une convention pluriannuelle ou d'un contrat-programme, moyennant l'accord annuel et préalable du Ministre compétent sur l'ensemble des bénéficiaires;

4^o pour signer les conventions de transfert de documents de la Réserve centrale de la Communauté française conclues dans le cadre de la politique d'élagage et de réorientation de certains documents définie à l'article 9, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du service public de la lecture;

5^o pour octroyer la dérogation à la condition d'être porteur d'un brevet d'aptitude à tenir une bibliothèque publique en exécution de l'article 40, § 2, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du service public de la lecture;

6^o pour exercer le droit de préemption lors d'achat d'œuvre d'art en vente publique sur décision du Ministre compétent ou du Gouvernement indiquant les pièces pouvant faire l'objet d'une préemption ainsi que le montant maximal qui pourra être engagé;

7^o pour octroyer la reconnaissance aux personnes morales et physiques en application de l'article 32 du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène;

8^o pour signer les arrêtés de subvention d'aide à la diffusion pour un montant n'excédant pas 1.250,00 EUR.

§ 2. L'administrateur général peut déléguer les attributions qui lui sont déléguées en application du § 1^{er} par acte écrit et préalable communiqué au secrétaire général.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général, les délégations prévues au § 1^{er} sont exercées soit par le directeur général dirigeant la Direction générale de la Culture soit par un agent désigné en vertu d'un acte de subdélégation préalable communiqué au secrétaire général. »

Art. 18. Dans le même arrêté, l'article 71 est remplacé comme suit :

« Article 71. Par dérogation aux dispositions contenues dans le présent arrêté, l'administrateur général de l'Administration générale de l'Infrastructure peut déléguer, par acte écrit et préalable communiqué au secrétaire général, tout ou partie de ses compétences, en ce compris ses compétences de subdélégation, aux fonctionnaires généraux de rang 15 au moins de l'Administration générale de l'Infrastructure, chacun pour ce qui concerne les membres du personnel qui relèvent de leur autorité et les matières qui relèvent de leur compétence. »

Art. 19. Dans le même arrêté, l'article 72 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 72. A l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 septembre 1991 relatif à l'organisation des districts socio-pédagogiques de l'enseignement de la Communauté française, les mots « par l'Exécutif » sont remplacés par les mots « par le Gouvernement ou le fonctionnaire général qu'il délègue à cette fin ». »

Art. 20. Dans le même arrêté, sont insérés des articles 72bis, 72ter et 72quater rédigés comme suit :

« Article 72bis. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 organisant certains aspects du programme d'études dans l'enseignement secondaire, les mots « ou le fonctionnaire général auquel le Gouvernement a délégué ce pouvoir » sont ajoutés après les mots « Le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions. »

Article 72ter. Aux points 3°, 4° et 5° de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 août 2000 portant création du Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française sont ajoutés les mots « ou par le fonctionnaire général auquel le Gouvernement a délégué ce pouvoir ».

Article 72quater. A l'article 13, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 2004 portant règlement de son fonctionnement, l'alinéa suivant est ajouté après le premier alinéa :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut, dès sa première délibération, décider que la poursuite de la procédure ne donne plus lieu à délibération du Gouvernement. »

Art. 21. Dans le même arrêté, l'annexe est remplacée comme suit :

« Annexe désignant les autorités déléguées en vertu de l'article 11

(les montants sont exprimés en euro)

Fonctionnaires délégués	Marchés passés par adjudication ou par appel d'offres général	Marchés passés par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint	Marchés passés de gré à gré ou par procédure négociée	Travaux urgents article 11
Secrétaire général ou Secrétaire générale	500.000	250.000	67.000	125.000
Administrateur général ou Administratrice générale	250.000	125.000	50.000	87.500
Directeur général ou Directrice générale	187.500	100.000	37.500	50.000
Directeur général adjoint ou directrice générale adjointe	125.000	50.000	25.000	25.000
Directeur ou Directrice	31.000	31.000	12.500	5.500

Pour la détermination des montants susvisés, il doit être fait application des articles 28 et 54 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics. »

Art. 22. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente
et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre chargé de l'Enseignement obligatoire,
C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de promotion sociale,
M. TARABELLA

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2395

[C — 2009/29363]

14 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 14 mei 2009,

Besluit :

Artikel 1. In de aanhef van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het 18e lid en het 19e lid :

« Gelet op het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunsonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap; »;

2° er wordt een lid, luidend als volgt, inegvoegd tussen het 41e lid en het 42e lid :

« Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 september 1991 tot organisatie van de socio-pedagogische onderwijsdistricten van de Franse Gemeenschap; »;

3° er wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het 42e lid en het 43e lid :

« Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 tot vaststelling van sommige aspecten van het leerplan in het secundair onderwijs; »;

4° er worden vier leden, luidend als volgt, ingevoegd tussen het 50e lid en het 51e lid :

« Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 1997 betreffende het budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer van het Fonds voor schoolgebouwen voor het gesubsidieerd officieel onderwijs van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2000 tot oprichting van de Pedagogische raad voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 2004 tot regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2008 tot uitvoering van de artikelen 5, 11, 12 en 13 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunsonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap; ».

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 6 wordt door de volgende twee paragrafen vervangen :

« § 6. Bij afwezigheid of verhindering van de secretaris-generaal, zorgt de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek voor de vervanging.

§ 7. Bij afwezigheid van de secretaris-generaal en van de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, wordt de vervanging van de secretaris-generaal overgenomen ofwel door de administrateur-generaal aangewezen door de secretaris-generaal, via een schriftelijke akte die vooraf aan iedere Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap dient te worden medegedeeld, ofwel door de administrateur-generaal die de grootste graadancienniteit heeft, met dien verstande dat bij gelijke graadancienniteit, er eerst rekening zal worden gehouden met de dienstancienniteit, en daarna met de leeftijd. »

2° de laatste paragraaf wordt § 8.

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Onder « statuut » dient verstaan te worden, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. »

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1, 1°, wordt het huidige lid opgenomen onder een letter *b*) en wordt het voorafgegaan door een nieuw lid, luidend als volgt :

« *a*) om de betrekkingen van de personeelsformatie van de niveaus 1 tot rang 10 inbegrepen, 2+, 2 en 3 vacant te verklaren die daartoe werden aangewezen door het orgaan bedoeld bij artikel 12 van het statuut of door het lid (de leden) van het orgaan waaraan dit laatste al of deel van deze aanwijzingsbevoegdheid toevertrouwt. »;

2° bij § 1, wordt het 2° vervangen door het volgende punt :

« 2° om de overeenkomsten voor aanwerving, en de aanhangsels bij genoemde overeenkomsten, van de contractuele personeelsleden aangesteld door de secretaris-generaal, na advies van de Algemene Directie Personeel en Ambtenarenzaken, om deel uit te maken van het personeel van het Algemeen Secretariaat of door iedere administrateur-generaal, ieder wat betreft de Algemene Directie waarvan hij de leiding heeft, te ondertekenen.

Om de zes maand, zendt de secretaris-generaal aan de Minister een verslag over omtrent de toepassing van artikel 6, § 1, 2° van dit besluit. De Minister is ertoe gehouden een afschrift van dit verslag aan elk lid van de Regering dat het vraagt mee te delen. »

3° bij § 1, worden de punten 11° en 12° vervangen door de volgende punten :

« 11° om de andere ambtenaren dan deze die tot de categorie van de ambtenaren-generaal behoren de volgende verloven toe te kennen :

- a)* het opvangverlof met het oog op de adoptie van een kind;
- b)* het ouderschapsverlof;
- c)* het verlof wegens persoonlijke aangelegenheden;
- d)* het verlof om een stage of een proefperiode te verrichten in een andere betrekking in een openbare dienst of in het gesubsidieerd onderwijs;
- e)* het verlof om een ambt van lid van het bestuurspersoneel of onderwijszend personeel of een ambt van lid van het opvoedend hulppersoneel in de sector van het door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde onderwijs uit te oefenen;
- f)* het verlof om zich kandidaat te stellen voor de verkiezingen van de Europese Vergaderingen, de federale wetgevende kamers, de gewest- en gemeenschapsraden, de provincieraden en gemeenteraden;
- g)* het verlof om dwingende redenen van familiaal belang.

12° om een personeelslid toe te laten zijn ambt opnieuw te bekleden met deeltijdse opdracht. »

4° bij § 1, wordt het 16° door het volgende punt vervangen :

« 16° om personeelsleden met arbeidsovereenkomst af te danken met inbegrip van de zware fout; »

5° § 1 wordt met de volgende punten aangevuld :

« 24° om, op het voorstel of het voorafgaande advies van de betrokken administrateurs-generaal of directeurs-generaal, het genot van de bijzondere vaste toelage toe te kennen of op te schorten met toepassing van artikel 7, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 februari 2004 houdende toekenning van een bijzondere vaste toelage aan bepaalde personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de Instellingen van openbaar nut die onder Sector XVII ressorteren;

25° om tot de administratieve inaanmerkingneming bedoeld bij artikel 36 van het statuut over te gaan. »;

6° bij § 2, worden de huidige twee leden opgenomen onder één letter *b*) en worden ze voorafgegaan door vier nieuwe leden, luidend als volgt :

« *a)* De vacantverklaringen en aanstellingen bedoeld bij § 1, 1° en 2°, geschieden binnen de perken van een budgettaire enveloppe eigen aan het Algemeen Secretariaat en aan ieder algemeen bestuur.

De begrotingsenveloppen bedoeld bij het vorige lid worden bepaald door de Algemene Directie Personeel en Ambtenarenzaken met inaanmerkingneming voor het algemeen secretariaat en ieder algemeen bestuur van de vervanging van de definitief vertrokken personeelsleden en van degenen die tijdelijk afwezig zijn zonder bezoldiging. Elke wettelijke of uitvoerende beslissing waarbij het bestuursvermogen om personeel aan te werven ingeperkt of verhoogd wordt, beperkt of verhoogt met zoveel de voornoemde middelen.

Elke enveloppe omvat het geheel aan ter beschikking gestelde middelen door het personeel waarvan de vervanging opgelegd wordt door een wets- of reglementaire bepaling en 2/3 van de andere middelen.

Het overschot (1/3) van de ter beschikking gestelde middelen met toepassing van het vorige lid wordt verder verdeeld over de verschillende enveloppen bedoeld bij het eerste lid door het orgaan bedoeld bij artikel 12 van het statuut, op het voorstel van de secretaris-generaal. »;

7° bij § 2, wordt een letter *c*) en een letter *d*) toegevoegd, luidend als volgt :

« *c)* Artikel 3 van dit besluit, aangezien het het beginsel onderbouwt volgens hetwelk de delegaties verleend door of krachtens dit besluit uitgeoefend worden onvermindert de uitoefening van de bevoegdheden gedelegeerd door de delegerende overheden of door de hiërarchische meerderen, is niet van toepassing op de delegaties bedoeld bij § 1, 1) en 2°.

De indienstnemingen en aanwervingen gedaan binnen de perken van het overschot bedoeld bij punt *a*), laatste lid, maken deel uit van een bijzonder wervingsschema goedgekeurd door de Regering op de voordracht van het orgaan bedoeld bij artikel 12 van het statuut. Bij gebrek aan beslissing door de Regering binnen de zestig dagen van de voorlegging, wordt dit bijzondere schema geacht goedgekeurd te zijn.

d) Het advies uitgebracht met toepassing van § 1, 2°, houdt rekening, in afnemende voorrangsorte, met de mutaties, de staat van de bestaande wervingsreserves, de spontane kandidaatstellen en de noodzaak om tot een oproep tot de kandidaten over te gaan.

Dit advies houdt, desnoods, rekening met de mogelijkheid om een geïntegreerde programmering in te richten van een geheel van aanstellingen waarbij hetzelfde proces gevuld wordt.

Het vaststellen van het profiel van iedere betrekking en de selectie van de kandidaten in vergelijking met dit profiel gebeuren op basis van een overleg tussen de dienst waarbinnen de betrekking te begeven is en de dienst, die, binnen de Algemene Directie Personeel en Ambtenarenzaken, het beheer van deze bevoegdheden waarneemt.

« 8° bij § 4, worden de meldingen « 3°, 4°, 5°, 6°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 18°, 19°, 20° en 22°, » afgeschaft. »

Art. 5. De artikelen 6bis en 6ter van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 6. Artikel 7, § 1, wordt gewijzigd als volgt :

1° bij punt 1°, worden de woorden « , het omstandigheidsverlof wegens overmacht » ingevoegd tussen de woorden « het jaarlijks vakantieverlof » en de woorden « en uitzonderlijk verlof »;

2° het punt 2° van hetzelfde besluit wordt door het volgende punt vervangen :

« 2° om, na advies van de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Directie Personeel en Ambtenarenzaken, verlof toe te staan aan de andere ambtenaren dan deze die tot de categorie van de ambtenaren-generaal behoren in de volgende gevallen :

- a) om een activiteit uit te oefenen bij een erkende politieke groep;
- b) om een politiek mandaat of ermee gelijkgesteld ambt uit te oefenen. »

Art. 7. In hetzelfde besluit, bij hoofdstuk II, wordt de afdeling 2 met het opschrift « Delegaties inzake gunning en uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten », vervangen als volgt :

« *Afdeling 2. — Delegaties inzake gunning
en uitvoering van overheidsopdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten* »

Onderafdeling 1 — Algemene bepalingen

Artikel 9. Deze onderafdeling is van toepassing op de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap - binnen de perken van hun bevoegdheden en onvermindert de uitoefening van de aanvullende bevoegdheden toegekend met toepassing van de bepalingen opgenomen in de onderafdeling 2.

Artikel 10. De financiële beperkingen van de bij dit besluit bepaalde delegaties worden verstaan exclusief de belasting op de toegevoegde waarde.

Artikel 11. De bevoegdheid om de wijze van gunning van de opdracht te kiezen, de bevoegdheid om de procedure in te zetten, de bevoegdheid om kwalitatief te selecteren, de bevoegdheid om het bestek of de bescheiden die het vervangen goed te keuren en de opdrachten goed te keuren, worden gedelegeerd aan de titularissen van de ambten opgenomen in de bijlage bij dit besluit, binnen de financiële perken vermeld tegenover elk ambt, volgens de in aanmerking genomen gunningswijze en het type van opdracht.

Dezelfde bevoegdheden, met uitzondering van deze om opdrachten goed te keuren, worden gedelegeerd aan de secretaris-generaal, wat betreft de opdrachten van een bedrag dat hoger is dan de bedragen bepaald in de bijlage bij dit besluit en dat lager is dan de bedragen vanaf dewelke de opdracht voorgelegd moet worden aan de beraadslaging van de Regering, alsook wat betreft de opdrachten van een bedrag dat hoger is waarop de Regering niet meer moet beraadslagen. De uitzondering betreffende de goedkeuring van de opdracht kan door de Regering of de bevoegde Minister(s) worden opgeheven.

Deze delegaties worden slechts uitgeoefend voor zover het voorwerp van de opdracht door de Regering van de Franse Gemeenschap of door het bevoegde lid ervan werd toegelaten, ofwel door de goedkeuring van een investeringsprogramma waarin dit voorwerp is opgenomen, ofwel door een bijzondere beslissing betreffende dit voorwerp.

De bij lid 3 van dit artikel bedoelde toelating is echter niet vereist wanneer het om uitgaven gaat voor de gewone behoeften van de diensten, lopende uitgaven voor de werking, het verbruik en de uitrusting waarvan het bedrag niet hoger ligt dan 125.000,00 EUR wat de secretaris-generaal betreft, 87.500,00 EUR wat de administrateurs-generaal betreft, 50.000,00 EUR wat de directeurs-generaal betreft, 25.000,00 EUR wat de adjunct-directeurs-generaal betreft en 5.500,00 EUR wat de ambtenaren van rang 12 of minder betreft of voor uitgaven voor onderhoudswerken aan eigendommen van de Franse Gemeenschap, die dringend uitgevoerd moeten worden, mits zulks verantwoord wordt.

Artikel 12. De bevoegdheid om te beslissen, nadat de bevoegde Minister ervan op de hoogte werd gebracht, te gunnen tegen voorlopige prijzen of tegen terugbetaling, om de prijzencontrole op te leggen en om voor de toekenning van voorschotten te zorgen, wordt toegekend aan :

- a) de secretaris-generaal, voor de opdrachten die niet hoger geraamd worden dan 50.000,00 EUR;
- b) de administrateurs-generaal, voor de opdrachten die niet hoger geraamd worden dan 25.000,00 EUR;
- c) de directeurs-generaal, voor de opdrachten die niet hoger geraamd worden dan 12.500,00 EUR.

De bevoegdheid om te beslissen over een wijziging van procedure inzake gunning van de opdracht met toepassing van artikel 17, § 2, 1°, d, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, wordt aan de secretaris-generaal verleend.

Artikel 13. Wat de te nemen maatregelen en beslissingen betreft in verband met de loutere uitvoering van een gegunde opdracht, wordt bevoegdheidsdelegatie verleend aan de ambtenaren die op grond van artikel 11 zelf de opdracht hebben gegund; waarbij de administrateur-generaal of de directeur-generaal van het betrokken bestuur echter bevoegd zijn voor de loutere uitvoering van de opdrachten die door de secretaris-generaal of door de bevoegde Minister(s) werden goedgekeurd.

Worden beschouwd als maatregelen en beslissingen die betrekking hebben op de loutere uitvoering van een gegunde opdracht, deze die tot doel hebben het voorwerp van de initiale onderneming te verwezenlijken en die binnen de perken ervan blijven, zoals de van ambtswege te treffen maatregelen tegen de in gebreke gebleven aanbesteder, met uitsluiting van de maatregelen en beslissingen die gesteund zijn op een beoordelingsbevoegdheid die in de opdracht bepaald is.

Artikel 14. § 1. Voor de afrekeningen die voortvloeien uit de loutere toepassing van de bedingen van de overeenkomsten, alsook voor de herzieningen van de overeenkomsten en de afrekeningen tot regularisatie van de geraamde hoeveelheden voor zover het om aanpassingen van hoeveelheden gaat en niet om aanvullende werken die niet opgenomen waren in de initiële opdracht, wordt delegatie van goedkeuring verleend aan de ambtenaar van rang 15, zonder beperking van het bedrag.

§ 2 - Wat de goedkeuring van een afrekening of van opeenvolgende afrekeningen betreft, andere dan deze bedoeld in § 1, kan het bedrag ervan of het totaalbedrag van de opeenvolgende afrekeningen goedgekeurd worden door de hierna vermelde ambtenaren ten belope van het percentage van het bedrag van de inschrijving dat tegenover hun graad vermeld is :

- ambtenaar van rang 12 : tien percent tot 31.000,00 EUR;
- ambtenaar van rang 15 : vijftien percent tot 100.000,00 EUR;
- directeur-generaal : vijftien percent tot 175.000,00 EUR;
- administrateur-generaal : twintig percent tot 200.000,00 EUR;
- secretaris-generaal : vijfentwintig percent tot 250.000,00 EUR. Indien de percentages of de voor de secretaris-generaal vastgestelde bedragen zijn bereikt, wordt elke volgende afrekening steeds door de Minister goedgekeurd.

Artikel 15. Delegatie wordt verleend aan de ambtenaren vermeld in de artikelen 11, 13 en 14 binnen de perken die hun worden opgelegd voor de goedkeuring van de bestekken, de ramingsstaten en de afrekeningen, om verlengingen van termijnen toe te staan, die ofwel voortvloeien uit de handeling van het bestuur of uit het feit dat bepaalde omstandigheden zich hebben voorgedaan die de medecontracterende partij niet kon vermijden en waarvan zij de gevolgen niet kon verhelpen alhoewel zij al het nodige daartoe in het werk had gesteld, ofwel ook nog voortvloeien uit afrekeningen. De verlengingen van termijn waarvan sprake mogen niet langer zijn dan vijftig procent van de oorspronkelijke termijn.

Elke andere verlenging wordt steeds goedgekeurd door de bevoegde Minister(s), op met redenen omkleed verslag van het bestuur.

Artikel 16. Op eensluidend advies van de administrateur-generaal of van de directeur-generaal, is de secretaris-generaal ertoe gemachtigd boeten of straffen wegens laattijdige oplevering op te leggen ten belope van een bedrag van 25.000,00 EUR of van een hoger bedrag dat tien percent van het aanvankelijk bedrag van de opdracht ten belope van 125.000,00 EUR niet mag overschrijden.

Artikel 17. Ingeval de secretaris-generaal afwezig of verhinderd is, worden de bevoegdheden die in deze afdeling zijn opgesomd, in spoedgeval, uitgeoefend door de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

Onderafdeling 2. — Bijzondere bepalingen betreffende de gebouwen die onder de bevoegdheid van het Algemeen Bestuur Infrastructuur ressorteren.

Artikel 18. Onverminderd de artikelen 9 tot 17, is deze onderafdeling van toepassing op de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap - wat betreft de gebouwen die onder de bevoegdheid van het Algemeen Bestuur Infrastructuur ressorteren.

A. Algemene bepalingen

Artikel 19. In de zin van deze onderafdeling moet worden verstaan onder :

- « delegatiehouder » : de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de betrokken gebouwen behoren of het bevoegde orgaan van de SPABS (Openbare Maatschappij voor het Beheer van de Schoolgebouwen) die eigenaar is van het betrokken gebouw;
- « de administrateur-generaal » : de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Infrastructuur;
- « de directeur-generaal » : de directeur-generaal van de Algemene Directie Infrastructuur;
- « de gewestelijk directeur » : de ambtenaar van minstens niveau 1 aangesteld door de administrateur-generaal of diens afgevaardigde om te zorgen voor de leiding van een gewestelijke dienst die belast is met de infrastructuren van de Franse Gemeenschap.

Artikel 20. De bevoegdheid van de gewestelijke diensten wordt uitgeoefend binnen de territoriale grenzen van de provincie waar iedere dienst zijn zetel heeft, behalve wat betreft :

1° de gewestelijke dienst van Luik waarvan de bevoegdheid zich ook uitstrekkt tot de Belgische schoolinrichtingen waarvan de onderwijsstaal het Frans is en die op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland gelegen zijn;

2° de gewestelijke dienst van Brussel waarvan de territoriale bevoegdheid uitgeoefend wordt binnen de perken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 21. De administrateur-generaal of diens afgevaardigde kan elke ambtenaar van minstens niveau 1 aanstellen die onder het Algemeen Bestuur Infrastructuur ressorteert om bij het centraal bestuur, in de materies die niet tot de bevoegdheid van de gewestelijke diensten behoren, voor het geheel of een deel van dezelfde bevoegdheden te zorgen als deze toewezen aan de gewestelijke directeurs met toepassing van deze onderafdeling.

De administrateur-generaal of diens afgevaardigde kan :

1° beperkingen of voorwaarden opleggen voor de uitoefening van de delegaties toegewezen aan de gewestelijke directeurs met toepassing van deze afdeling;

2° elke ambtenaar van minstens niveau 1 die onder het Algemeen Bestuur Infrastructuur ressorteert, aanstellen, om te zorgen voor het geheel of een deel van de bevoegdheden toewezen aan een gewestelijk directeur met toepassing van deze afdeling. De bevoegdheden die aldus gedelegeerd worden, worden geacht niet meer onder de bevoegdheid te ressorteren van de betrokken gewestelijk directeur.

B. Verrichtingen tot voorbereiding van de gunning van opdrachten

Artikel 22. De gewestelijke directeurs hebben de bevoegdheid om de plans als bijlage bij de bestekken goed te keuren, wat ook het bedrag van de opdracht ook is.

C. Uitvoering van opdrachten

Artikel 23. De gewestelijke directeurs zijn bevoegd voor het uitvoeren van opdrachten, voor het toepassen van de bedingen van de overeenkomsten.

Voor de afrekeningen die voortvloeien uit de loutere toepassing van de bedingen van de overeenkomsten, alsook voor de herzieningen van de overeenkomsten en de afrekeningen tot regularisatie van de geraamde hoeveelheden voor zover het om aanpassingen van hoeveelheden gaat en niet om aanvullende werken die niet opgenomen waren in de initiale opdracht, wordt delegatie van goedkeuring verleend aan de gewestelijke directeurs, zonder begrenzing van het bedrag.

Wat de goedkeuring van een afrekening of van andere opeenvolgende afrekeningen dan deze bedoeld in § 1 betreft, kan het bedrag ervan of het totaalbedrag van de opeenvolgende afrekeningen goedgekeurd worden door de gewestelijke directeurs voor zover het gecumuleerde bedrag van de afrekeningen niet vijftien percent van het bedrag van de inschrijving overschrijdt, met een gecumuleerd maximum van 50.000,00 EUR.

Artikel 24. De gewestelijke directeurs zijn ertoe gemachtigd :

1° de betaalbewijzen goed te keuren, ofwel als afbetaling, ofwel voor het saldo, na inzage van de processen-verbaal van gedeelteke, voorlopige oplevering of van laatste voorlopige oplevering, opgemaakt door de leidende ambtenaren;

2° de terugbetaling van het vrije gedeelte van de waarborg toe te staan na inzage van de processen-verbaal van voorlopige oplevering en van definitieve oplevering, opgemaakt door de leidende ambtenaren;

3° bij een met redenen omklede beslissing de verlengingen van termijnen toe te staan die voortvloeien uit de toepassing van de bedingen van de overeenkomsten, met inbegrip van de afrekeningen;

4° bij een met redenen omklede beslissing de verlengingen van termijnen toe te staan die kunnen voortvloeien uit een beslissing van algemene aard die het beginsel van die verlengingen aanneemt.

Artikel 25. De gewestelijke directeurs zijn bevoegd voor het aanwijzen van de leidende ambtenaren, overeenkomstig artikel 2 van de bijlage gevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, die door deze aanwijzing bekleed zijn met al de aan dit ambt verbonden bevoegdheden, onverminderd de voorafgaande bepalingen.

D. Aankopen, vervreemdingen

Artikel 26. De administrateur-generaal kan de procedures inzetten voor het verwezenlijken van de door de delegatiehouder toegestane onroerende verrichtingen.

De administrateur-generaal kan aan de gewestelijke directeurs, ieder wat hem betreft, de bevoegdheden die hem toegewezen zijn met toepassing van het vorige lid, delegeren.

E. Huurkosten

Artikel 27. De administrateur-generaal mag :

1° de door de Minister toegelaten overeenkomsten voor het huren van gebouwen verhandelen evenals de aanhangsels ervan;

2° de bedoelde overeenkomsten en de aanhangsels ervan goedkeuren, voor zover het bedrag van de jaarlijkse huur lager is dan 5.000.000 EUR;

3° de overeenkomsten tot regeling van de vergoedingen voor huurschade goedkeuren waarvan het bedrag lager moet zijn dan 2.500.000 EUR of gelijk eraan;

4° de overeenkomsten van het door de delegatiehouder gemachtigde verhuren van gebouwen verhandelen evenals de aanhangsels ervan.

De administrateur-generaal kan aan de gewestelijke directeurs, ieder wat hem betreft, de bevoegdheden die hem toegewezen zijn met toepassing van het vorige lid, delegeren.

F. Thermische installaties

Artikel 28. Delegatie wordt verleend aan de administrateur-generaal om, binnen de perken van de toegekende kredieten, de opdrachten en onderhoudscontracten en regulatiecontracten voor de thermische installaties van de gebouwen van de Franse Gemeenschap of betreffende het beheer van genoemde contracten, te sluiten en goed te keuren.

G. Transacties

Artikel 29. De administrateur-generaal mag, in alle aangelegenheden, dadingen treffen en de onkosten die er het gevolg van zijn goedkeuren, voor zover het bedrag van de uitgave niet hoger is dan 2.500.000 EUR.

H. Afwezigheid en subdelegatie

Artikel 30. § 1. Ingeval de administrateur-generaal afwezig of verhinderd is, worden de delegaties die hem door de voorgaande bepalingen door de directeur-generaal uitgeoefend.

Ingeval de directeur-generaal afwezig of verhinderd is, worden de delegaties, in geval van dringende noodzaak, uitgeoefend ofwel door de ambtenaar-generaal van ten minste rang 15 van dezelfde algemene directie, ofwel door de ambtenaar van ten minste rang 12 aangewezen bij een voorafgaande akte van subdelegatie ofwel bij gebrek aan zulke aanwijzing door de ambtenaar van ten minste rang 12 met de hoogste graad met dien verstande dat bij gelijkheid in graad op de eerste plaats rekening wordt gehouden met de graadancienniteit, vervolgens met de dienstancienniteit en tenslotte met de leeftijd.

§ 2. Ingeval de gewestelijke directeurs afwezig of verhinderd zijn, worden de delegaties die hen door deze onderafdeling zijn verleend, uitgeoefend ofwel door de ambtenaar van de betrokken dienst, aangewezen bij een voorafgaande akte van subdelegatie ofwel bij gebrek aan zulke aanwijzing door de ambtenaar van de betrokken dienst met de hoogste graad, met dien verstande dat bij gelijkheid in graad op de eerste plaats rekening wordt gehouden met de graadancienniteit, vervolgens met de dienstancienniteit en tenslotte met de leeftijd.

I. Bijzondere bepalingen betreffende het Fonds voor de schoolgebouwen van het onderwijs van de Franse Gemeenschap - Dienst met afzonderlijk beheer

Artikel 31. In het kader van de uitvoering van de werkingsbegroting van de dienst met afzonderlijk beheer van het Fonds voor de schoolgebouwen van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, beschikt de administrateur-generaal over de gedelegeerde bevoegdheid voor het gunnen en goedkeuren van opdrachten, binnen de perken bepaald bij de artikelen 9 tot 17 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals gewijzigd, voor de aanneming van werken, leveringen en diensten in verband met de volgende voorwerpen :

1° inrichting van de voor de werking van de diensten nodige lokalen;

2° onderhoud en herstelling van die lokalen;

3° aankoop, huur, onderhoud en herstelling van het materieel en meubilair, aankoop van verbruikbare werkingsleveringen, dienstleveringen, verbruiksuitgaven, aankoop van documentatie;

4° communicatie- en informatiemiddelen met betrekking tot dienstopdrachten.

Artikel 32. De administrateur-generaal kan de bevoegdheden die hem toegewezen zijn met toepassing van artikel 31 delegeren aan de ambtenaren-generaal van de Algemene Directie Infrastructuur en aan de gewestelijke directeurs, ieder wat de gewestelijke directie betreft waaronder hij ressorteert.

Artikel 33. Bij afwezigheid of verhinderd van de administrateur-generaal, worden de hem met toepassing van artikel 31 toegewezen delegaties door de directeur-generaal uitgeoefend.

Ingeval de directeur-generaal afwezig of verhinderd is, worden de delegaties die hem met toepassing van artikel 31 verleend zijn, uitgeoefend ofwel door de ambtenaar van de betrokken dienst, aangewezen bij een voorafgaande akte van subdelegatie ofwel bij gebrek aan zulke aanwijzing door de ambtenaar van de betrokken dienst met de hoogste graad, met dien verstande dat bij gelijkheid in graad op de eerste plaats rekening wordt gehouden met de graadancienniteit, vervolgens met de dienstancienniteit en tenslotte met de leeftijd.

J. Bijzondere bepalingen betreffende het Fonds voor de schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs - Dienst met afzonderlijk beheer

Artikel 34. In het kader van de uitvoering van de werkingsbegroting van de dienst met afzonderlijk beheer van het Fonds voor de schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs, beschikt de administrateur-generaal over de gedelegeerde bevoegdheid voor het gunnen en goedkeuren van opdrachten, binnen de perken bepaald bij de artikelen 9 tot 17 voor de aanneming van werken, leveringen en diensten in verband met de volgende voorwerpen :

- 1° inrichting van de voor de werking van de diensten nodige lokalen;
- 2° onderhoud en herstelling van die lokalen;
- 3° aankoop, huur, onderhoud en herstelling van het materieel en meubilair, aankoop van verbruikbare werkingsleveringen, dienstleveringen, verbruiksuitgaven, aankoop van documentatie;
- 4° communicatie- en informatiemiddelen met betrekking tot dienstopdrachten.

De bevoegdheden bedoeld bij het vorige lid worden enkel gedelegeerd in het kader van de toepassing van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten alsook de toepassingsbesluiten van deze wetgeving.

Artikel 35. 1° De contracten voor het huren van onroerende goederen waarvan het jaarlijks huurbedrag hoger is dan 15.000.000 EUR, bestemd om in de behoeften van de diensten te voorzien, en de aankoop van motorrijtuigen zijn afhankelijk van de voorafgaande instemming van de delegatiehouder.

2° De ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene dienst van de gesubsidieerde openbare infrastructuren beschikt over de gedelegeerde bevoegdheid voor het goedkeuren van overeenkomsten tot regeling van de vergoedingen voor huurschade tot een bedrag van 2.500.000 EUR.

Artikel 36. § 1. De administrateur-generaal kan de bevoegdheden die hem toegewezen zijn met toepassing van artikel 34 delegeren aan de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene dienst van de gesubsidieerde openbare infrastructuren.

§ 2. Ingeval de administrateur-generaal afwezig of verhinderd is, worden de delegaties die hem met toepassing van artikel 34 toegewezen worden door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene dienst van de gesubsidieerde openbare infrastructuren, uitgeoefend.

Ingeval de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene dienst van de gesubsidieerde openbare infrastructuren afwezig of verhinderd is, worden de delegaties die hem met toepassing van artikel 34 toegewezen worden, uitgeoefend ofwel door de ambtenaar van de betrokken dienst, aangewezen bij een voorafgaande akte van subdelegatie ofwel bij gebrek aan zulke aanwijzing door de ambtenaar van de betrokken dienst met de hoogste graad, met dien verstande dat bij gelijkheid in graad op de eerste plaats rekening wordt gehouden met de graadancienniteit, vervolgens met de dienstancienniteit en tenslotte met de leeftijd.

K. Bijzondere bepalingen betreffende het Waarborgfonds voor de schoolgebouwen - Dienst met afzonderlijk beheer

Artikel 37. In het kader van de uitvoering van de werkingsbegroting van de dienst met afzonderlijk beheer van het Waarborgfonds voor de schoolgebouwen, beschikt de administrateur-generaal over de gedelegeerde bevoegdheid voor het gunnen en goedkeuren, binnen de perken bepaald bij de artikelen 9 tot 17, van opdrachten, voor de aanneming van werken, leveringen en diensten in verband met de volgende voorwerpen :

- 1° inrichting van de voor de werking van de diensten nodige lokalen;
- 2° onderhoud en herstelling van die lokalen;
- 3° aankoop, huur, onderhoud en herstelling van het materieel en meubilair, aankoop van verbruikbare werkingsleveringen, dienstleveringen, verbruiksuitgaven, aankoop van documentatie;
- 4° communicatie- en informatiemiddelen met betrekking tot dienstopdrachten.

De bevoegdheden bedoeld bij het vorige lid worden enkel gedelegeerd in het kader van de toepassing van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten alsook de toepassingsbesluiten van deze wetgeving.

Artikel 38. 1° De contracten voor onroerende goederen waarvan het jaarlijks huurbedrag hoger is dan 15.000.000 EUR, bestemd om in de behoeften van de diensten, en de aankoop van motorrijtuigen zijn afhankelijk van de voorafgaande instemming van de delegatiehouder.

2° De ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene dienst van de gesubsidieerde private infrastructuren beschikt over de gedelegeerde bevoegdheid voor het goedkeuren van overeenkomsten tot regeling van de vergoedingen voor huurschade tot een bedrag van 2.500.000 EUR.

Artikel 39. § 1. De administrateur-generaal kan de bevoegdheden die hem toegewezen zijn met toepassing van artikel 37 delegeren aan de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst Gesubsidieerde Private Infrastructuren.

§ 2. Ingeval de administrateur-generaal afwezig of verhinderd is, worden de delegaties die hem met toepassing van artikel 37 toegewezen worden door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst Gesubsidieerde Private Infrastructuren, uitgeoefend.

Ingeval de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst Gesubsidieerde Private Infrastructuren afwezig of verhinderd is, worden de delegaties die hem met toepassing van artikel 37 toegewezen worden, uitgeoefend ofwel door de ambtenaar van de betrokken dienst, aangewezen bij een voorafgaande akte van subdelegatie ofwel bij gebrek aan zulke aanwijzing door de ambtenaar van de betrokken dienst met de hoogste graad met dien verstande dat bij gelijkheid in graad op de eerste plaats rekening wordt gehouden met de graadancienniteit, vervolgens met de dienstancienniteit en tenslotte met de leeftijd.

L. De Diensten met afzonderlijk beheer van het Algemeen Bestuur Infrastructuren

Artikel 40. § 1. Inzake informatica voor de behoeften van de Diensten met afzonderlijk beheer van het Algemeen Bestuur Infrastructuur wordt aan de administrateur-generaal de bevoegdheid verleend om in overleg met de andere overheidsbesturen alsmede met de private en openbare prestatieverleners de algemene samenwerkingskaders op te stellen.

§ 2. De bevoegdheid om materieel (hardware), software of diensten inzake informatica te verwerven wordt gedelegeerd aan de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Infrastructuur, voor de opdrachten die niet hoger geraamd worden dan 50.000,00 EUR. »

Art. 8. In hetzelfde besluit, in hoofdstuk II, wordt afdeling 3, met als opschrift « Delegaties inzake toelagen » vervangen als volgt :

« *Afdeling 3. — Delegaties inzake subsidies*

Onderafdeling 1. — Algemene bepaling

Artikel 41. Onverminderd de bepalingen van de onderafdelingen 2 en 3 van afdeling 3 van dit hoofdstuk, wordt bevoegdhedsdelegatie verleend aan de ambtenaren-generaal van rang 17, 16+ en 16, ieder in het kader van de bevoegdheden die aan hun respectief bestuur toegekend zijn, voor het toekennen van de subsidies geregeld door organieke normen die de voorwaarden voor de toekenning ervan en het bedrag of de wijze van berekening ervan, bepalen.

Onderafdeling 2. — Schoolgebouwen ressorterend

onder het Fonds voor schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs - Dienst met afzonderlijk beheer

A. Algemene bepalingen

Artikel 42. § 1. In de zin van deze onderafdeling, wordt verstaan onder :

- « Minister » : de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor de schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs;
- « De leidende ambtenaar » : de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de algemene dienst gesubsidieerde overheidsinfrastructuren;
- « De gedelegeerde ambtenaar » : de ambtenaar die onder zijn rechtstreekse gezag de leidende ambtenaar vertegenwoordigt in een externe dienst, regionale dienst genoemd, van het algemeen bestuur infrastructuur;
- « algemene dienst » : de algemene dienst van de gesubsidieerde overheidsinfrastructuren, dienst met afzonderlijk beheer.

§ 2. De territoriale bevoegdheid van de regionale diensten wordt uitgeoefend binnen de grenzen van de provincie waar iedereen zijn zetel heeft.

De territoriale bevoegdheid van de regionale dienst Brussel wordt uitgeoefend binnen de grenzen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de provincie Waals-Brabant.

B. Onderzoek van de dossiers en uitbetaling van de subsidies

Artikel 43. De gedelegeerde ambtenaren nemen alle maatregelen voor het onderzoek van de dossiers betreffende de aanvragen om subsidie inzake schoolinfrastructuur. Ze leggen de leidende ambtenaar de voorstellen voor de toekenning van de subsidies voor.

Artikel 44. De leidende ambtenaar beschikt over de gedelegeerde bevoegdheid voor het treffen en laten treffen van al de maatregelen voor het onderzoek van de dossiers en om zich te dien einde met de al de bevoegde diensten en besturen in verbinding te stellen, maar de aanschrijvingen houdende beslissing inzake subsidies worden door de Minister ondertekend. De leidende ambtenaar mag niettemin iedere aanschrijving tot rectificatie van het bedrag van een vaste belofte van subsidie alsook elk besluit tot eindafrekening ondertekenen in zover ze geen aanvullende financiële verbintenis inhouden.

Artikel 45. De leidende ambtenaar beschikt over de gedelegeerde bevoegdheid om :

- de uitbetaling van de voorschotten op subsidies te verrichten naarmate de betrokken werken worden uitgevoerd, en dit, binnen de perken van de beslissingen tot toekenning van subsidies;
- de voorschotten goed te keuren op de subsidies die uit te betalen zijn in het kader van het prioritaire programma voor werken;
- in naam van de Minister, het definitieve bedrag goed te keuren van de subsidie ten laste van het prioritaire programma voor werken die door de Minister of de Regering wordt toegekend;
- een inrichtende macht toe te laten werken te ondernemen die hoogdringend zijn, voordat elke aanvraag om subsidie ten laste van het prioritaire programma voor werken wordt ingediend.

C. Afwezigheid en subdelegatie

Artikel 46. Ingeval de leidende ambtenaar afwezig of verhinderd is, worden de delegaties die hem door deze onderafdeling, zijn verleend, ofwel uitgeoefend door de ambtenaar van de algemene dienst, aangewezen bij een voorafgaande akte van subdelegatie, ofwel, bij gebrek aan zulke aanwijzing, door de ambtenaar van de algemene dienst met de hoogste graad, met dien verstande dat bij gelijkheid in graad eerst rekening wordt gehouden met de graadancienniteit, vervolgens met de dienstancienniteit en tenslotte met de leeftijd.

Onderafdeling 3. — Schoolgebouwen ressorterend
onder het Waarborgfonds voor schoolgebouwen - Dienst met afzonderlijk beheer

A. Algemene bepalingen

Artikel 47. In de zin van deze onderafdeling, dient te worden verstaan onder :

- « De leidende ambtenaar » : de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de algemene dienst gesubsidieerde privé-infrastructuren;
- « Algemene dienst » : de algemene dienst gesubsidieerde privé-infrastructuren, dienst met afzonderlijk beheer.

B. Onderzoek van de dossiers en uitbetaling van de subsidies

Artikel 48. De leidende ambtenaar beschikt over de gedelegeerde bevoegdheid voor het treffen en laten treffen van al de maatregelen voor het onderzoek van de dossiers en om zich te dien einde met de al de bevoegde diensten en besturen in verbinding te stellen, en om alle beslissingen te nemen die in overeenstemming zijn met de machtigingen die hem worden toegekend met toepassing van :

- het reglement bedoeld in artikel 10, § 5, tweede lid, 2°, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- de besluiten van de Regering genomen met toepassing van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

C. Afwezigheid en subdelegatie

Artikel 49. Ingeval de leidende ambtenaar afwezig of verhinderd is, worden de delegaties die hem door deze onderafdeling, zijn verleend, ofwel uitgeoefend door de ambtenaar van de algemene dienst, aangewezen bij een voorafgaande akte van subdelegatie, ofwel, bij gebrek aan zulke aanwijzing, door de ambtenaar van de algemene dienst met de hoogste graad, met dien verstande dat bij gelijkheid in graad eerst rekening wordt gehouden met de graadancienniteit, vervolgens met de dienstancienniteit en tenslotte met de leeftijd. »

Art. 9. Artikel 59, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met de volgende punten :

« 5° om in rechte op te treden, er klachten in te dienen boven wat artikel 29 van het Wetboek van strafvordering oplegt, en om dadingen aan te gaan. Behalve voor wat de terugvordering van het onverschuldigde bedrag en de arbeidsongevallen betreft, wordt de bevoegdheid bedoeld in dit punt uitgeoefend nadat een voorstel werd gericht aan de functioneel bevoegde Minister, als hij zich ertegen niet verzet binnen de tien dagen na de indiening van het voorstel;

6° om vorderingen betreffende derde-beslageneren en gecedeerde derden in te stellen, schuldbemiddelingen, gerechtelijke delegaties, kredietopeningen en impandgevingen te verrichten in de aangelegenheden die behoren tot de geschillenzaken van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. »

Art. 10. Artikel 60 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 60 § 1. Delegatie wordt verleend aan de secretaris-generaal om de personeelsleden van het Ministerie toelating te geven voor hun opdrachten in het buitenland, wanneer die opdrachten niet passen in de bilaterale betrekkingen van de Franse Gemeenschap, de deelneming van de Franstalige deelstaten aan de uitoefening van hun bevoegdheden in een multilateraal kader, of de internationale promotie van de Franse Gemeenschap, wanneer de uitgave die goed te keuren is voor de vervulling van de opdracht niet meer dan 2.500 euro bedraagt.

In afwijking van artikel 2 van dit besluit, kan iedere Minister die bevoegd is om de andere opdrachten in het buitenland toe te laten, volgens door hem eventueel nader te bepalen regels, de Secretaris-generaal het geheel of een deel van zijn bevoegdheid delegeren.

Behalve voor de vertegenwoordigingsopdrachten van de Franse Gemeenschap in de internationale organisaties, kan de secretaris-generaal de administrateurs-generaal en de directeurs-generaal, ieder voor de eenheid waarvan hij de leiding heeft, en binnen de perken van een daartoe vast te stellen begrotingsenvelop, de bevoegdheid bedoeld in de vorige leden delegeren. De ambtenaar-generaal aan wie die bevoegdheid werd gedelegeerd, deelt het algemeen secretariaat de gegevens mee die nuttig zijn voor de strategische en operationele doelstellingen in verband met de betrokken aangelegenheid.

§ 2. Delegatie wordt gegeven aan de Secretaris-generaal om de machtiging te verlenen voor de reizen van de personeelsleden van het Ministerie buiten het Rijk met toepassing van artikel 7 van het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries.

De secretaris-generaal kan de administrateurs-generaal en de directeurs-generaal, ieder voor de eenheid waarvan hij de leiding heeft, de gedelegeerde bevoegdheid bedoeld in het eerste lid subdelegeren.

De in deze paragraaf bedoelde delegatie houdt op uitwerking te hebben op de datum van opheffing van artikel 7 van het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries. »

Art. 11. In artikel 65 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1, worden de woorden « de artikelen 10 tot 18 van dit besluit » vervangen door de woorden « de artikelen 10 tot 17 van dit besluit »;

2° het eerste lid wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Delegatie wordt verleend aan de directeur-generaal om, op beslissing van de Minister voor de facultatieve subsidies, de volgende subsidies te ondertekenen :

- Subsidies aan de sportfederaties en het BOIC (forfait, programma-plan (facultatieve subsidie), vorming (facultatieve subsidie)
- Bekendheidssubsidie (facultatieve subsidie)
- Subsidie voor de aankoop van sportmaterieel (facultatieve subsidie)
- Subsidie voor de aankoop van materieel voor psychomotorische activiteiten (facultatieve subsidie)
- Subsidies voor de organisatie van wijksporactiviteiten
- Subsidies « Sport voor allen » (facultatieve subsidie)
- Subsidies aan een vereniging van sportcentra (AES vereniging van de sportinrichtingen)

- Subsidies aan de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde sportcentra
- Subsidies AISF (Association inter fédérale du Sport francophone)
- Subsidies van het BOIC voor het project « Be-Gold » (Jonge talenten) (facultatieve subsidie)

De directeur-generaal kan ambtenaren van de algemene directie sport van tenminste rang 10 de gedelegeerde bevoegdheden subdelegeren die hem door het vorige lid worden toegekend ».

Art. 12. In artikel 69 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 7°, worden de woorden « 13bis, 13 ter », ingevoegd tussen de woorden « in de artikelen 9, a) en b), 10, 11, 12, 13, » en de woorden « 20, 23 en 30 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 »;

2° in § 1, na het punt 17°, worden de volgende punten toegevoegd :

« 18° goedkeuring van de maatregelen voor de verwijdering van de zwangere en borstgevende vrouwen, zoals bepaald in hoofdstuk I van het decreet van 8 mei 2003 tot wijziging van de geldende bepalingen inzake verlof en tot inrichting van de moederschapsbescherming;

19° erkenning van de terbeschikkingsstelling wegens persoonlijke aangelegenheid van de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, zoals bepaald in artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijszend personeel, van het opvoedend hulppersonnel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

20° ondertekening van de akten voor de aanstelling van de ombudsmannen voor het onderwijs ter uitvoering van de ministeriële onderrichtingen houdende toepassing van artikel 34 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

21° ondertekening van de akten betreffende de toekenning van de studietoelagen en studieleningen, ressorterend onder de bevoegdheid van de Dienst Studietoelage en -leningen, met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1983 tot vaststelling van de voorwaarden en de wijzen van toekenning en terugbetaling van studieleningen aan gezinnen die minstens drie kinderen ten laste hebben;

22° aanstelling van de leden van de raad van beroep en van de Hoge Raad bevoegd inzake Studietoelagen en Studieleningen met toepassing van het decreet van 7 november 1983 tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983;

23° vaststelling van de invaliditeitsrenten met rechtstreekse toepassing van de federale regeling die van toepassing is inzake arbeidsongevallen of ongevallen op de weg van en naar het werk, in de aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheid van de Dienst Arbeidsongevallen;

24° ondertekening door de administrateur-generaal van de akten voor indisponibiliteitsstelling om een bijzondere opdracht uit te oefenen, voor de toekenning van een opdracht in een jeugdorganisatie en van een opdracht om een opleiding gedurende de loopbaan te volgen bij toepassing van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingsstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

25° machtiging tot uitoefenen van een winstgevende bezigheid door een personeelslid, ter beschikking gesteld om persoonlijke redenen vóór het rustpensioen overeenkomstig het besluit van 9 mei 1995 betreffende de voorwaarden voor de uitoefening van een winstgevende bezigheid door een personeelslid, ter beschikking gesteld om persoonlijke redenen vóór het rustpensioen;

26° erkenning van een hoofdambt in het onderwijs bij toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 augustus 1997 houdende benoeming van de leden van de Commissie bedoeld in artikel 5bis van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijszend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs;

27° toekenning van de vrijstelling van bekwaamheidsbewijzen op eensluidend advies van de Diensten van de Regering of van de Commissie voor de voldoend geachte bekwaamheidsbewijzen bij toepassing van de koninklijke besluiten van 20 juni en 30 juli 1975 betreffende de als voldoend geachte bekwaamheidsbewijzen;

28° toekenning van de vrijstelling van taalvooraarden op basis van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs;

29° toekenning van de vrijstelling van taalvooraarden op basis van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen inzake taalbadonderwijs en verschillende maatregelen inzake onderwijs;

30° toekenning van de vrijstelling van de voorwaarde inzake nationaliteit op gunstig advies van de Dienst Vreemdelingenzaken van de FOD Binnenlandse Zaken;

31° toekenning van het voordeel van een disponibiliteit, voorafgaand aan het rustpensioen, bij toepassing van het koninklijk besluit van 31 maart 1984 nr. 297 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

32° vaststelling en uitbetaling van de toelagen, subsidies of renten, geregeerd door organieke normen die de voorwaarden voor de toekenning ervan of het bedrag of de wijze van berekening van dat bedrag vaststellen voor wat de studietoelagen en studieleningen alsook de invaliditeitsrenten inzake arbeidsongevallen betreft;

33° ondertekening, ter uitvoering van de vereiste voorstellen, van de besluiten houdende aanstelling van de leden, met uitsluiting van de voorzitters en secretarissen, van de volgende instanties die optreden in het kader van het onderwijs in de Franse Gemeenschap : zonale en interzonale commissies voor de affectatie van het personeel, examencommissie belast met het uitreiken van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, raden van beroep, Vaste commissie voor de bevordering en de selectie, Commissie voor de reaffectatie van het technisch personeel van de PMS-centra, Commissie voor de affectatie van de leermeesters en leraars godsdienst, Commissie voor de nuttige ervaring (hogescholen en hogere kunstschool), Commissie voor de bekendheid (hogere kunstschool), Commissie voor de machtiging tot het verstrekken van taalbadonderwijs en examencommissies belast met het uitreiken van selectie- en bevorderingsbrevetten;

34° ondertekening, ter uitvoering van de vereiste voorstellen, van de besluiten houdende aanstelling van de leden, met uitsluiting van de voorzitters en secretarissen, van de volgende instanties die optreden in het kader van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs : Commissie belast met het uitbrengen van adviezen over de aanwerving van houders van andere als voldoend geachte bekwaamheidsbewijzen dan die van groep A, Commissie DE BOND'T, zonale commissies voor het beheer van de betrekkingen, Centrale commissies voor het geheel van de betrekkingen, Zonale commissies voor de reaffectatie, Centrale commissies voor de reaffectatie, Commissies voor het beheer van de betrekkingen voor de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst, raden van beroep en paritaire commissies; »

3° in § 2, worden de woorden « de bevoegdheid bedoeld bij § 1, 5° » vervangen door de woorden « de bevoegdheid bedoeld in § 1, 5°, 23° en 25° tot 32° » en worden de woorden « en de bevoegdheden bedoeld bij § 1, 1°, 2°, 4°, 6° tot 14° en 16° tot 17°, aan de ambtenaren van niveau 1 » vervangen door de woorden « en de bevoegdheden bedoeld bij § 1, 1°, 2°, 4°, 6° tot 14° en 16° tot 19°, aan de ambtenaren van niveau 1 »;

4° er wordt een derde paragraaf toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Over de uitoefening van de delegaties bedoeld in § 1, 24°, 25°, 26° en 31° wordt een jaarverslag uitgebracht aan de Minister(s) bevoegd voor de betrokken aangelegenheden.

Op ministeriële aanvraag, kan elk verslag worden opgemaakt volgens een kortere periodiciteit.

Elk verslag zamelt de gegevens in die nuttig zijn voor het onderzoek van de strategische en operationele doelstellingen. ».

Art. 13. In artikel 70, § 1, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 5° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5° vastlegging en uitbetaling van de werkingsdotaties aan de onderwijsinrichtingen en psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, en van de verschillende subsidies, met de kredietoverdrachten in verband daarmee; »

2° in punt 6° worden de woorden « de algemene reglementen van de studies; » vervangen door de woorden « de algemene reglementen van de studies of de examencommissies voor het hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de academische regelmatigheid van de studies. »;

3° in punt 7°, worden de woorden « 56, 57, 58, 59 en 60 » vervangen door de woorden « 56 tot 60 »;

4° in punt 8°, worden de woorden « van school te veranderen na 30 september in het kleuter- en lager onderwijs » vervangen door de woorden « om van inrichting te veranderen, ingediend overeenkomstig de afwijkingsbepalingen bedoeld in artikel 79 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren »;

5° worden de punten 9 tot 12 vervangen door de volgende punten :

« 9° toelating voor de aanwerving van een tijdelijk onderwijzend personeelslid ter vervanging van een personeelslid dat een opleiding volgt, met toepassing van artikel 16 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs;

10° toekenning van de afwijkingen bepaald in artikel 9, § 1, van het besluit van de Executieve van 22 maart 1994 tot vaststelling van de vakantie- en verlofregeling in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

11° goedkeuring van de overeenkomsten tussen de instellingen voor hoger onderwijs die studentenmobiliteit mogelijk maken;

12° homologatie bepaald in artikel 8, § 1, derde lid, van het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs (CAPAES - "Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur") in de hogescholen en in het hoger onderwijs voor sociale promotie en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan, en in artikel 15 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2003 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de GPBHO-commissie genomen ter uitvoering van artikel 8 van het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het getuigschrift van Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs (GPBHO) (CAPAES) in de hogescholen en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan; »

6° in punt 21°, wordt het woord « 89 » vervangen door het woord « 85 »;

7° de volgende punten worden toegevoegd :

« 23° toekenning van de afwijking bepaald in artikel 6 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs;

24° toekenning van de afwijkingen bepaald in artikel 9 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

25° toekenning van de toelating tot verandering van taalcursus voor een leerling die het 6e leerjaar van het lager onderwijs volgt zoals bepaald in artikel 7 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving;

26° toekenning van de afwijkingen bepaald in de artikelen 13, § 3, 14, § 2 en 15 § 3 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

27° toekenning van de afwijkingen bepaald in artikel 9, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 maart 1984 tot vaststelling van de vakantie- en verlofregeling in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

28° erkenning van de kwalificaties met toepassing van de artikelen 10, 11, 12, 13, 15 en 16 van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers. »

Art. 14. Artikel 70, § 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld door een lid, luidend als volgt :

« De administrateur-generaal en de directeurs-generaal kunnen de bevoegdheden bedoeld in § 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 9° delegeren aan ambtenaren van niveau 1, de bevoegdheden bedoeld in § 1, 20°, 21°, 22°, 23°, 24°, 25° en 26° aan ambtenaren die titularis zijn van een graad van ten minste rang 12, en de bevoegdheden bedoeld in § 1, 7°, 8° en 27°, aan een ambtenaar-generaal van rang 15. ».

Art. 15. In artikel 70, § 3, van hetzelfde besluit, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Delegatie wordt verleend aan dezelfde ambtenaar-generaal om :

1° toestemming te verlenen voor het model van bulletin in het kader van het studiereglement in het gewoon secundair onderwijs van de Franse Gemeenschap onder de rubriek « het bulletin », 2e lid, zoals goedgekeurd door het besluit van de Regering van 28 juli 1998;

2° volledige of gedeeltelijke vrijstelling te verlenen van een of meer vakken van de gemeenschappelijke vorming met toepassing van artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 tot vaststelling van sommige aspecten van het leerplan in het secundair onderwijs;

3° de voorzitter en de ondervoorzitter van het college van de socio-pedagogische districten aan te stellen met toepassing van artikel 3 het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 september 1991 tot organisatie van de socio-pedagogische onderwijsdistricten van de Franse Gemeenschap;

4° de zonevoorzitters en pedagogische adviseurs, alsook hun plaatsvervangers, aan te stellen, met toepassing van de artikelen 4, 3° tot 5° en 6°, en 8 van het besluit van de Regering van 24 augustus 2000 tot oprichting van de Pedagogische raad voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

5° de organisatie toe te laten van activiteiten die niet opgenomen zijn in de lijst van de aangelegenheden die toegelaten worden door het programma dat wordt vastgesteld in de omzendbrief die de activiteiten bepaald in het kader van de cursus lichamelijke opvoeding (gemeenschappelijke vorming) van de 2e en 3e graden van het doorstromingsonderwijs vermeldt;

6° een directeur van het basisonderwijs of van het secundair onderwijs toe te laten om deel te nemen aan een recreatieklas of aan een externe activiteit gedurende meer dan 2 werkdagen;

7° een afwijking van de omkaderingsnormen te verlenen voor de recreatieklassen en de externe activiteiten van het basis- en secundair onderwijs die niet plaatsvinden in de recreatie- en openluchtcentra;

8° de individuele en collectieve taaluitwisselingen in het secundair onderwijs toe te laten;

9° elk jaar de prijs van het pension in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde internaten, basisonderwijs, secundair en hoger onderwijs, vast te stellen;

10° in het kader van de technische en beroepshumaniora, de stages toe te laten in ondernemingen in een land dat geen deel uitmaakt van de Europese Unie. »

Art. 16. In artikel 70 van hetzelfde besluit, wordt een paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De ambtenaar-generaal bedoeld in de artikelen 13, 16 § 4, 29, 58, 62, 67, derde lid, 73, 91, 144 en 156 § 1 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, is de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

De ambtenaar-generaal bedoeld in de artikelen 6, § 3, 7 § 3, 9 § 3 en 10 § 3 van hetzelfde decreet is de administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of de ambtenaar-generaal van ten minste rang 15 die hij daartoe delegeert. »

Art. 17. In hoofdstuk III van hetzelfde besluit, wordt een afdeling 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« *Afdeling 5. — Bijzondere delegaties voor het Algemeen Bestuur Cultuur*

Artikel 70bis. § 1. Delegatie wordt verleend aan de administrateur-generaal van het algemeen bestuur cultuur :

1° om elke nominatieve subsidie te ondertekenen die bepaald wordt in het kader van een meerjarenovereenkomst of een programmaovereenkomst;

2° om elke eenmalige facultatieve subsidie te ondertekenen, met inbegrip van deze die door de adviesinstanties worden voorgesteld, mits de uitdrukkelijke en voorafgaande toestemming van de bevoegde Minister;

3° om elke facultatieve subsidie te ondertekenen die bepaald wordt in een meerjarenovereenkomst of een programmaovereenkomst, mits de jaarlijkse en voorafgaande toestemming van de Minister bevoegd voor het geheel van de begunstigden;

4° om de overeenkomsten te ondertekenen die werden gesloten voor de overbrenging van documenten van de centrale reserve van de Franse Gemeenschap in het kader van het beleid voor het doen verdwijnen uit de collecties door afvoer en de nieuwe bestemming van sommige documenten, bepaald in artikel 9, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 1995 betreffende de organisatie van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening;

5° om de afwijking toe te staan van de voorwaarde houder te zijn van een brevet van bekwaamheid tot het beheren van een openbare bibliotheek ter uitvoering van artikel 40, § 2, 4°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 1995 betreffende de organisatie van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening;

6° om het recht van voorkoop uit te oefenen bij de aankoop van kunstwerken bij een veiling op beslissing van de bevoegde Minister of van de Regering, waarbij vermelding wordt gemaakt van de stukken waarvoor het recht van voorkoop kan worden toegepast alsook van het maximumbedrag dat zal kunnen worden vastgelegd;

7° om de erkenning te verlenen aan de rechtspersonen en de natuurlijke personen met toepassing van artikel 32 van het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

8° om de besluiten te ondertekenen houdende toekenning van de subsidie voor steun aan de verspreiding tot een bedrag van 1.250,00 EUR.

§ 2. De administrateur-generaal kan de bevoegdheden delegeren die hem werden gedelegeerd met toepassing van § 1 bij een schriftelijke akte die vooraf aan de secretaris-generaal wordt meegedeeld.

Als de administrateur-generaal afwezig of verhinderd is, worden de delegaties bedoeld in § 1 uitgeoefend door ofwel de directeur-generaal die de leiding heeft van de algemene directie cultuur ofwel door een ambtenaar die aangesteld wordt krachtens een voorafgaande akte van subdelegatie die aan de secretaris-generaal wordt meege-deeld. »

Art. 18. In hetzelfde besluit wordt artikel 71 vervangen als volgt :

« Art 71. In afwijking van de bepalingen van dit besluit, kan de administrateur-generaal van het algemeen bestuur infrastructuur, bij een schriftelijke en voorafgaande akte die aan de secretaris-generaal wordt meegedeeld, het geheel of een deel van zijn bevoegdheden, met inbegrip van zijn subdelegatiebevoegdheden, delegeren aan de ambtenaren-generaal van ten minste rang 15 van het algemeen bestuur infrastructuur, volgens de personeelsleden die onder hun gezag ressorteren, en de aangelegheden die tot hun bevoegdheid behoren. »

Art. 19. In hetzelfde besluit, wordt artikel 72 vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 72. In artikel 3 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 september 1991 tot organisatie van de socio-pedagogische onderwijsdistricten van de Franse Gemeenschap, worden de woorden « door de Executieve » vervangen door de woorden « door de Regering of de ambtenaar-generaal die hij daartoe deleert ». »

Art. 20. In hetzelfde besluit worden de artikelen 72bis, 72ter en 72quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 72bis. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 tot vaststelling van sommige aspecten van het leerplan in het secundair onderwijs, worden de woorden « of de ambtenaar-generaal aan wie de Regering die bevoegdheid heeft gedelegeerd » toegevoegd na de woorden « De voor het secundair onderwijs bevoegde Minister ». »

Artikel 72ter. In de punten 3°, 4° en 5° van artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2000 tot oprichting van de Pedagogische raad voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap worden de woorden « of door de ambtenaar-generaal aan wie de Regering die bevoegdheid heeft gedelegeerd ». »

Artikel 72quater. In artikel 13, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 2004 houdende regeling van haar werking, wordt het volgende lid toegevoegd na het eerste lid :

« In afwijking van het eerste lid, kan de Regering, reeds vanaf haar eerste beraadslaging beslissen dat de Regering niet meer moet beraadslagen over de voortzetting van de procedure. » »

Art. 21. In hetzelfde besluit wordt de bijlage vervangen als volgt :

« Bijlage tot aanstelling van de gedelegeerde overheden krachtens artikel 11

(de bedragen worden in euro uitgedrukt)

Afgevaardigde ambtenaren	Overheidsopdrachten ingevolge een openbare aanbesteding of een algemene offerte-aanvraag	Overheidsopdrachten ingevolge een beperkte aanbesteding of een beperkte offerteaanvraag	Overheidsopdrachten ingevolge een onderhandse aanbesteding of de onderhandelingsprocedure	Dringende werken artikel 11
Secretaris-generaal	500.000	250.000	67.000	125.000
Administrateur-generaal	250.000	125.000	50.000	87.500
Directeur-generaal	187.500	100.000	37.500	50.000
Adjunct-directeur-generaal	125.000	50.000	25.000	25.000
Directeur	31.000	31.000	12.500	5.500

Voor de bepaling van de bovenvermelde bedragen, moeten de artikelen 28 en 54 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken worden toegepast. »

Art. 22. De Minister bevoegd voor de Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 mei 2009.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente
en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA